

Le Midi Rouge

N°28, Décembre 2016

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'Association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jacques BLIN

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATIONp. 2

NOTES DE RECHERCHES :

Hélène Chaubin : Les plantations de la Liberté (Languedoc-Roussillon et Aveyron) p. 3

Richard Vassakos : Une figure symbolique dans la tourmente : heurs et malheurs de la figure de Roger Salengro dans l'espace public du Midi Méditerranéenp. 10

Pierre Chevalier : Quelques informations sur le réseau Akak (1942-1944) provenant du Service historique de la défense (SHD) et son implication dans la Montagne Noire (Aude), le Conflent et la Cerdagne (Pyrénées-Orientales)p. 20

Richard Vassakos : Cébazan et Béziers (Hérault) : victimes du combat de Fontjun (Cébazan), résistants capturés à Fontjun exécutés au Champ de Mars de Béziers (6 juin 1944)p. 23

LECTURES CHOISIES :

Richard Vassakos : Suzana DUKIC, *L'immigration en Languedoc-Roussillon du XIX^e siècle à nos jours*, Canet, Trabucaire, 2014, 174 p., 15€p. 30

BIOGRAPHIES :

André Balent : Perrutel Marceau [alias DURAND dans la Résistance]p. 32

Rémi Skoutelski : Blézy Louis. Pseudonyme dans la Résistance : colonel Pierre Granville

p. 34

André Balent : Vassails Gérard p. 36

Pierre Chevalier : Vanthome Victorp. 42

André Balent : Traby Odette p. 46

APPEL À COMMUNICATION : 1917 et le Languedoc-Roussillon, Nîmes, décembre 2017p. 48

PRÉSENTATION DU MAITRON :

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>). Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Autour du *DBMOMS* ont vu le jour (ou sont en cours) plusieurs dictionnaires spécialisés comme celui des cheminots ou celui des fusillés et exécutés de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que plusieurs dictionnaires internationaux.

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers-

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

NOTES DE RECHERCHES :

LES PLANTATIONS DE LA LIBERTÉ (LANGUEDOC-ROUSSILLON ET AVEYRON)

Les arbres dans la symbolique révolutionnaire de 1789 :

Les arbres de la Liberté ont été, selon la belle formule de Mona Ozouf¹, des « arbres-défis ». Ils appartiennent depuis 1789 à une symbolique de la transgression qui a remplacé la symbolique royale, et cela dans toute la France. La France du sud-ouest aurait été la pionnière, dès le mois d'août 1789. L'abbé Grégoire, dans son *Essai historique et patriotique sur les arbres de la Liberté*, présenté à la Convention le 12 germinal an II, a estimé à 60 000 leur nombre pour l'An II : « On vit dans toutes les communes des arbres magnifiques élever leurs têtes et défier les tyrans : le nombre de ces arbres se monte à plus de soixante mille car les plus petits hameaux en sont ornés, et beaucoup des grandes communes des départements du Midi en ont presque dans toutes les rues, ou même devant les maisons. ». En fait, un inventaire, qu'il soit national ou départemental, reste impossible. Pour plusieurs raisons : le nombre des communes, l'absence d'inventaires lors des plantations, les vicissitudes qui ont marqué cette histoire. Presque toutes les communes en effet ont, ou ont eu, au moins un arbre de la Liberté. La Convention en avait rendu leur plantation obligatoire en 1792 et en janvier 1794 elle fit obligation aux communes de replanter les arbres qui avaient dépéri ou avaient été arrachés. Deux ans après, toute atteinte portée aux arbres de la Liberté était punie de peines de prison. Mais leur sort a été soumis aux variations nombreuses des régimes politiques. Ils étaient conçus pour s'inscrire dans la durée, comme les divers monuments, mais jamais ils n'ont fait l'objet d'un décompte patrimonial.

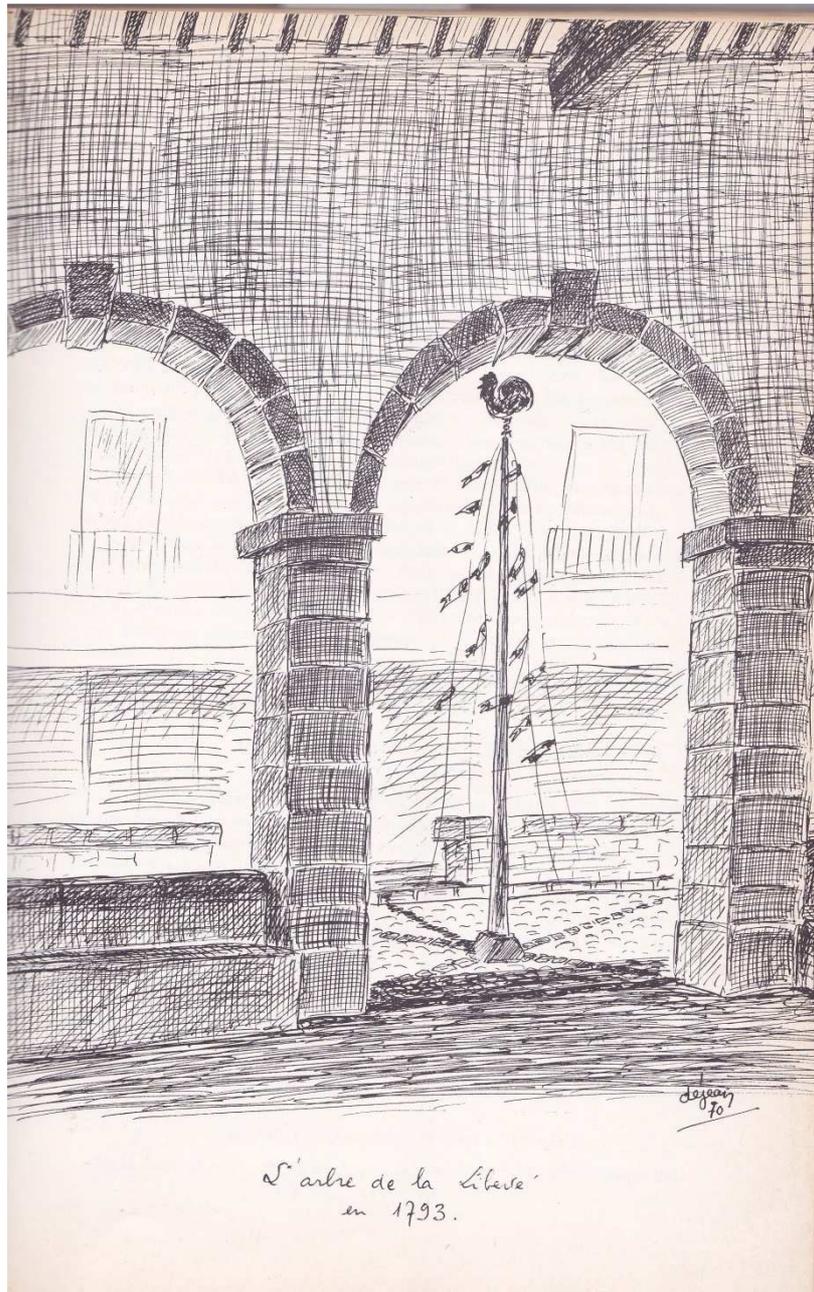
Le chêne et l'olivier sont les arbres les plus emblématiques de la révolution de 1789. Cependant le choix des espèces varie selon les régions car l'arbre doit se développer et rester en vie le plus longtemps possible. Les erreurs botaniques ont vite été perçues et sanctionnées par la mort des arbres. Dans l'espace méditerranéen, logiquement, platanes, pins et oliviers l'ont donc emporté sur le chêne, le tilleul, ou le peuplier dont le nom latin est si approprié, — *populus* —, le peuple. Mais, la longévité du peuplier étant moindre que celle des autres espèces, peu ont survécu en France.

Ce sont les conseils municipaux, parfois des assemblées révolutionnaires, qui ont fait les choix et organisé les fêtes qui accompagnaient les plantations. Le clergé réfractaire s'y opposait mais le clergé constitutionnel en prit parfois l'initiative. Ce fut le cas dans l'Aude, à Villardebelle petite commune des Hautes Corbières où un platane fut planté sur la demande du curé jureur. Cet homme de conviction fournit lui-même le jeune arbre. Venu en septembre 1792 annoncer aux villageois la proclamation de la République, il s'était coiffé du bonnet phrygien et portait un drapeau tricolore. L'arbre survécut et grandit sur la place du village. Dans l'Hérault, à Marseillan, le curé avait accepté de prêter serment à la Constitution. Il fut donc l'un des prêtres appelés à présider la cérémonie de la plantation quand, le 12 décembre 1792, sur la place principale², on fêta la naissance de la République qui avait été proclamée le 21 septembre. La cérémonie eut lieu au son des tambours et des clairons devant le conseil municipal, la Garde nationale, les jeunes gens couronnés de lauriers. L'arbre était « un magnifique sapin ». Il fut béni par l'abbé Blay puis on dansa autour de lui. Quand la belle unanimité fut rompue en 1793,

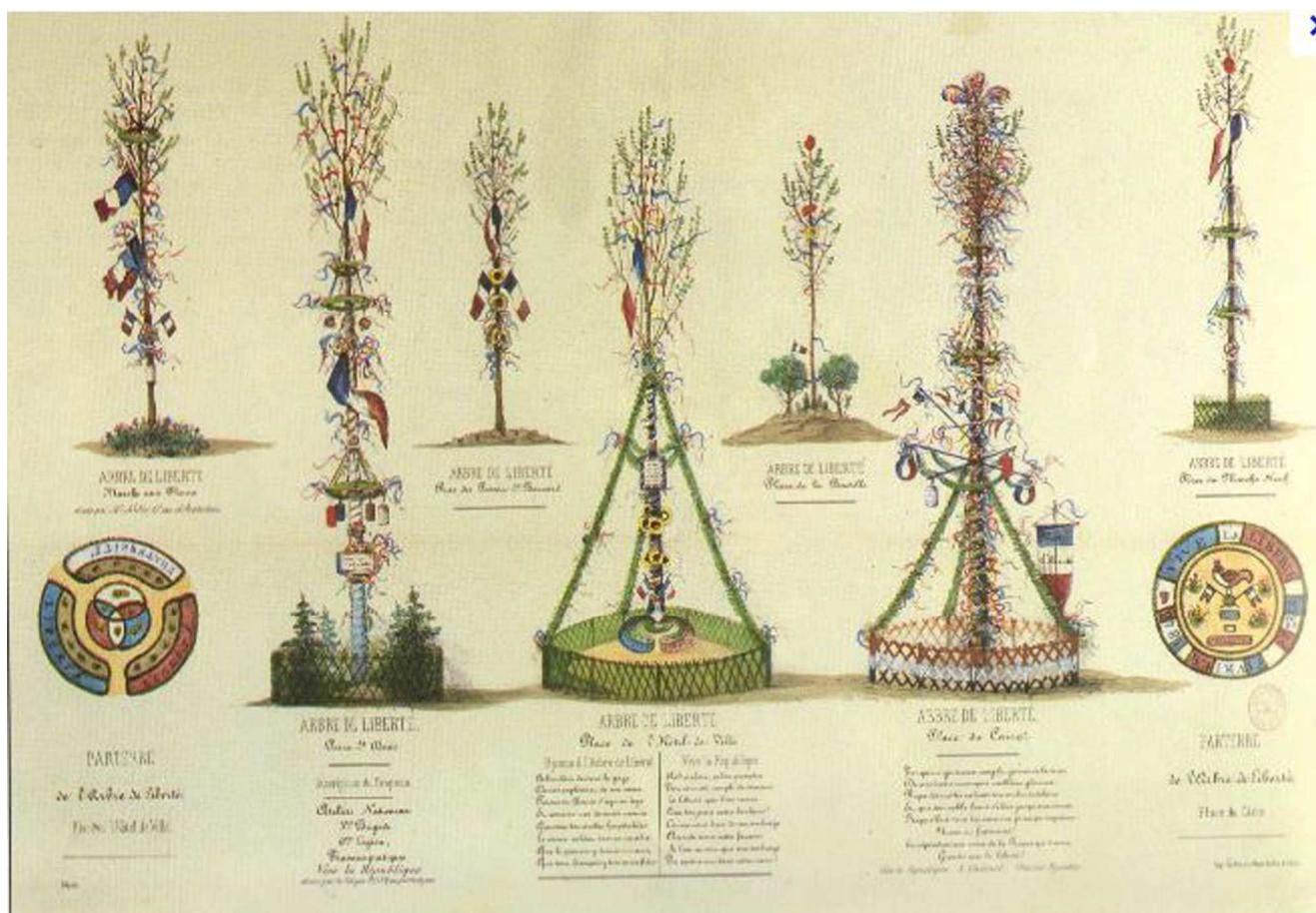
¹ Mona Ozouf, *La fête révolutionnaire, 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976

² Jean Fayet, *Un village en Bas-Languedoc, Marseillan*, Montpellier, imprimerie Dehan, 1970.

deux sociétés rivales firent de l'arbre un enjeu politique. L'une nommée « les Camisolards », imposa la plantation d'un deuxième arbre de la Liberté à un endroit interdit par la municipalité, devant le cimetière. Le Directoire de l'Hérault intervint pour exiger l'arrachage de ce deuxième arbre. L'émotion était si forte que l'on craignait « une émeute sanglante ». Par précaution, on fit venir des gardes du bataillon des Pyrénées-Orientales. Et l'arbre fut arraché et coupé en morceaux. Le mois suivant, en mars, on se réconcilia et un nouvel arbre de la Liberté trouva place auprès du premier. Mais était-ce un simple mât, surmonté d'un coq ? Une gravure le laisse supposer.



Mât de la Liberté de Marseillan en 1793. Dessin sans signature reproduit dans *Marseillan, un village en Bas-Languedoc, op. cit., p.260*



Exemples de mâts de la Liberté. Site Internet krapooarboricole.wordpress.com

Depuis la révolution des Lumières, ces arbres ont été reconnus comme des marqueurs politiques dans l'espace public puisqu'ils ont été au moins quatre fois interdits et arrachés puis replantés et que leur emplacement a toujours été débattu. Ce sont des arbres républicains. Cependant ces symboles de rupture ne sont pas sans liens avec des traditions, comme cela est fréquent dans l'histoire des symboliques : ils ressemblent aux mâts de cocagne que l'on chargeait, bien avant la révolution, de fleurs, d'inscriptions, parfois de victuailles et qui ne duraient que le temps d'une fête. L'arbre de la Liberté, lui, porte un bonnet phrygien et d'autres emblèmes républicains — cocardes et banderoles proclamant la devise républicaine —. Une autre tradition plus chargée de sens est celle des mâts de mai : depuis le Moyen-âge, ils étaient installés à la fin d'avril ou au début de mai pour fêter le renouveau de la nature. Ils ont appartenu à la mythologie des saisons, de la succession des périodes de disette et des périodes nourricières. Mais ils étaient éphémères, sans racines, souvent de simples branches, alors que les arbres de la Liberté doivent, aussi bien que les monuments, témoigner de la pérennité des aspirations républicaines. Mona Ozouf s'est interrogée sur le chaînon reliant les mâts de mai et les arbres de la liberté, « deux univers étrangers »¹. Oui, si on considère, comme elle l'a constaté en travaillant dans les archives du Quercy, du Périgord et du Bas Limousin, que les premiers sont aussi symboliques de la colère paysanne contre les seigneurs et les autres de la réconciliation citoyenne et de l'apaisement ; mais ces derniers ne sont-ils pas aussi des arbres-défis ? Les uns et les autres jouent un peu le rôle des « amers », assez hauts pour être vus de loin et appeler les habitants à la fête ou à la révolte.

¹ Mona Ozouf, *Du mai de liberté à l'arbre de la Liberté*, Ethnologie française, tome 5, 1975, Paris, PUF, pp. 9-32.

Les arbres de l'An II ont-ils tous survécu aux discordes du temps ? C'est peu probable. Ainsi dans les Pyrénées-Orientales, en juin 1794, après des succès militaires, les administrateurs du département jugent une fête nécessaire : «...à un public superstitieux et fanatisé il faut des processions et des fêtes : eh bien ! nous célébrerons avec lui celle de la raison, de la liberté et de la philosophie... »¹. Le projet fut ambitieux, organisé par 45 sociétés populaires rassemblées autour de la société des Jacobins de Perpignan. Il prévoyait un défilé de 18 groupes depuis l'esplanade jusqu'au Champ de Mars. On peut supposer que la présence d'un arbre de la Liberté aurait appelé une séquence festive. Or, le texte ne fait aucune mention de cette sorte sur tout le parcours du cortège : familles, vieillards « soutenus par des enfants », blessés sur leurs brancards... Toute la symbolique végétale cependant était présente : couronnes de chêne symbole de justice et de laurier symbole de paix, fleurs, et « tous les fruits que portent les saisons ». Mais pas d'arbre... Un nouvel arbre de la Liberté planté en 1849 à proximité du pont d'en Vestit près de St Mathieu — quartier « rouge » —, fut abattu dès 1851 : son élimination fut ordonnée sous le prétexte du forage d'un puits artésien. Des repréailles furent exercées contre l'homme qui avait déraciné l'arbre : une petite oliveraie qu'il possédait près de Perpignan fut saccagée². Un arbre-mémoire fut replanté au même endroit au début de la III^e République et a été abattu récemment. En 1794, encore, dans les Pyrénées-Orientales, le village de Bouleternère qui comptait 800 habitants, fêta l'abolition de l'esclavage. *L'Écho des Pyrénées* daté du 7 Germinal an II, cité par Michel Cadé, publia le programme de la Société montagnarde de Bouleternère. Point d'arbre de la Liberté là non plus, mais la plantation d'un cerisier devant la salle des réunions de la Société : « *Un bel arbre avec ses racines pour perpétuer une époque si glorieuse à la Convention nationale de France. Le cerisier a eu la préférence comme le plus propre à figurer l'égalité des couleurs [...] ses fruits présentent à la fois les trois couleurs fondamentales qui distinguent les hommes, les blancs, les mulâtres et les noirs. Nous l'avons préféré au mûrier comme montagnard et plus durable* ». L'arbre est présenté comme un symbole de l'égalité mais il est planté au cri de « Vive la Liberté ». Le cerisier, arbre qui représente si bien le Roussillon, fait donc la synthèse des deux grands principes révolutionnaires car la notion d'égalité a pris de l'importance depuis 1789.

Le temps des « arbres séditieux » :

Avec le retour de Louis XVIII commença le temps des tourments pour ces arbres cependant plantés dans un cadre légal. Résolument républicains, ils revêtaient une telle force symbolique qu'ils furent abattus ou déracinés, exécutés en quelque sorte comme ennemis de la monarchie. De plus, la venue au pouvoir de Charles X en 1830 avait aussi été suivie par une campagne d'abattage d'arbres de la Liberté. Ce fut le cas en particulier dans le Gard pendant l'année 1831 : croix de mission et arbres de la Liberté se disputaient l'espace public. Républicains et Carlistes s'affrontaient³. Ce n'est qu'en 1848 que les plantations reprirent ... pour peu de temps. En 1849, de nouveau, préfets et sous-préfets ordonnèrent l'abattage des arbres de la Liberté, symboles de l'hostilité à l'Ordre moral. Dans le Midi, cet ordre, souvent, fut méconnu ou contourné comme à Saint-Estève dans les Pyrénées-Orientales où on coupa l'arbre, mais pour le remplacer à deux reprises. À Estagel, le conseil municipal refusa d'obéir. L'arbre a survécu jusqu'à nos jours. C'est à Prades que les polémiques et l'agitation atteignirent leur apogée en 1849. Il y eut deux grandes manifestations les 19 et 20 mars 1849 pour empêcher les gendarmes

¹ Michel Cadé, *Guerre et révolution en Roussillon 1793-1795*, Perpignan, Service éducatif des archives, Archives départementales, 1990.

² Archives d'André Balent, lettre du maire de Perpignan au préfet, 2 octobre 1851.

³ Emmanuel Fureix, « La conflictualité autour des arbres de la Liberté », in *Annales du Midi*, n°280 thématique, (*Politique et symbolique de la Restauration à la Révolution nationale. Déclinaisons méridionales*), octobre 2012, Toulouse, Privat, p. 455

d'enlever le bonnet phrygien qui coiffait un arbre de la Liberté¹ Mais en 1852, la désobéissance devint impossible.

De façon plus originale et plus rare, la charge symbolique des arbres pouvait aussi être en quelque sorte détournée et vouée à d'autres cultes que celui de la République. Ce fut le cas à Saint-Guilhem-le- Désert. En 2008, Cédric Devarenne a pris une belle photo du grand platane (il mesure plus de 20 mètres de haut) qui orne la place principale. Il a été planté en 1848.



Photo de la place centrale de St Guilhem, cliché Cédric Devarenne. Site internet Dinozor

Il avait succédé à un arbre de la Liberté, tardivement planté en février 1798, un peuplier qui ne resta guère en place : il fut abattu pendant la nuit du 8 au 9 juin. On le replanta, mais il fut lacéré et enfin coupé de nouveau dans la nuit du 4 au 5 février 1799. Puis, dans la même petite commune, dans un espace privé, un vernis du Japon fut planté le 2 décembre 1804, en l'honneur du sacre et du couronnement de Napoléon I^{er}. Cet arbre, « mémoire de l'Empereur », destiné à attirer fêtes et hommages sur Napoléon, a vécu plus d'un siècle. Il a été abattu en 2010, non pour des motifs politiques mais par souci de sécurité pour le voisinage ; il n'a pas été remplacé comme cela avait été prévu².

Il y a eu reprise des plantations à l'occasion des commémorations : pour celles de la révolution de 1789, surtout en 1889 alors que la République avait triomphé dix ans plus tôt, puis dans une moindre mesure pour le cent cinquantième de 1939 quand la démocratie allait sombrer de nouveau, et aussi pour le centenaire de février 1848. Il n'y eut reprise de plantations de masse qu'à l'occasion du Bicentenaire, en 1989, quand la Mission du Bicentenaire lança le projet de la plantation de 10 000 arbres. Effectivement, on planta plus qu'on ne construisit : cela commença en mars dans 27 communes du Gard, et se poursuivit en juin dans toute la région. Les écoliers furent partout associés à l'entreprise. Dans l'Hérault, le département

¹ Peter Mac Phee, *Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales, 1846-1852*, Perpignan, Les publications de l'Olivier, 1995.

² Maurice Agulhon, Peter Schäfer, Jean-Claude Richard, « Un vernis du Japon planté le 2 décembre 1804 à Saint-Guilhem-le-Désert », in *Études héraultaises*, 2005, n°35, pp. 85-94.

demanda que chaque enfant plantât un arbre dans sa commune. Et aux confins de l'Hérault et de l'Aveyron, on voit encore sur le plateau du Larzac, l'inscription : « 1789 » réalisée avec des pins noirs d'Autriche plantés en 1989 par des écoliers. Il s'agit d'une espèce bien adaptée aux sols calcaires mais on peut s'étonner que le pin sylvestre, qui pousse spontanément sur le Causse, ne lui ait pas été préféré.



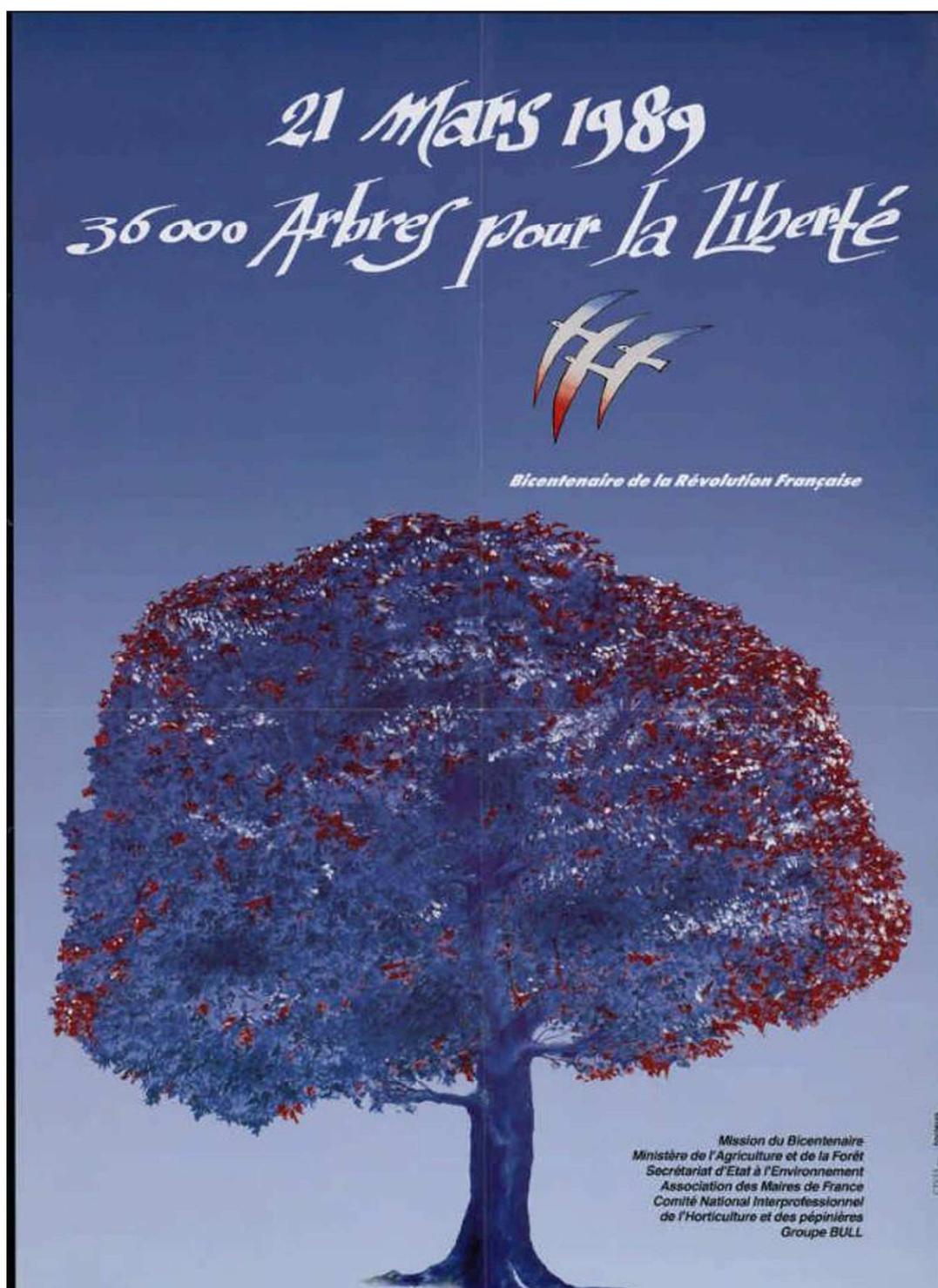
En se rendant sur place, au lieu-dit « Longues Abrits » (coordonnées géographiques $44,04213^{\circ}$ $E003,12733^{\circ}$ – altitude 785m), la plantation pourrait sembler bien ordinaire si la présence d'un panneau ne venait pas rappeler aux promeneurs l'objectif de cette opération.



Photo aérienne des plantations du Larzac. Google earth.

Les pins ont été plantés par de petits enfants de Millau âgés de 7 à 10 ans le 25 novembre 1989. Chacun a accepté la responsabilité de « son » arbre.

En Lozère, dans la belle collection des affiches du Bicentenaire conservée aux Archives départementales, l'une d'elles représente une chêne-arbre de la Liberté.



Affiche. Chêne de la Liberté. Arch. Dép. Lozère, 46 Fi 96.

Dans le Gard, à Congenis, on scella au pied de l'olivier de la Liberté une plaque gravée : « 1789-1989, arbre de la Liberté ». Et à Marguerittes, pendant les fêtes de juin 1989, le maire souligna que l'olivier avait été choisi, comme dans l'antiquité, en tant que symbole de sagesse, de paix d'abondance : « Il nous précède et nous succède. Symbole de l'union des citoyens, je souhaite que cet olivier remplisse sa fonction pédagogique et civique »¹.

¹ Notes manuscrites. Archives privées de Patrick Garcia.

En 1989, l'arbre figura partout dans la reproduction de la riche symbolique de 1789 que les villes et les associations tenaient à transmettre aux nouvelles générations¹. On le vit sur des timbres et sur des affiches. Certes, d'autres emblèmes tiennent aujourd'hui plus de place : les Mariannes (les plus nombreuses sont celles de l'Hérault), le chant national, *La Marseillaise*, les trois couleurs du drapeau. C'est à Marseillan que fut érigée en 1878 la première statue de Marianne. Mais les « arbres de mémoire » devenus vénérables, et qui eux aussi symbolisent la république, sont encore reconnus, respectés et défendus dans bien des lieux et particulièrement dans les communes rurales.

Hélène CHAUBIN

*

UNE FIGURE SYMBOLIQUE DANS LA TOURMENTE : HEURS ET MALHEURS DE LA FIGURE DE ROGER SALENGRO DANS L'ESPACE PUBLIC DU MIDI MÉDITERRANÉEN

Le 17 novembre 1936, Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire se suicide après avoir été accusé, à tort, de désertion durant la guerre. Cet événement est l'épilogue d'une campagne de presse mensongère menée par l'extrême droite à travers des journaux comme *Gringoire* et *L'Action française*, en réponse à la dissolution des ligues par le ministre. La nouvelle soulève une émotion considérable. Les obsèques nationales du député-maire de Lille drainent une foule de plus d'un million de personnes. Léon Blum lui rend un vibrant hommage sur sa tombe, dénonçant les calomnies de la presse de droite. Cette émotion touche de nombreux socialistes désireux de rendre hommage à la victime tout en manifestant leur soutien au Front populaire. Cela se traduit par une vague d'hommages publics très importante et par l'inscription odonymique et monumentale de la figure du maire de Lille, singulièrement dans les bastions socialistes du Midi rouge. Comme pour les grandes figures républicaines qui l'ont précédé et selon un processus émotionnel comparable aux vagues Gambetta, Victor Hugo, Sadi Carnot, Francisco Ferrer ou Jaurès et qui se réactive pour l'occasion,² le nom de Roger Salengro s'inscrit donc dans l'espace public mais dans un contexte particulier. En effet, six mois après l'heureux printemps, il s'agit pour les partis de gauche de serrer les rangs face aux attaques réactionnaires, alors que le Front populaire se déchire sur la question espagnole. Les événements internationaux et la guerre brisent alors la dynamique et inaugurent une période de revanche qui laisse durablement des traces.

I - Salengro, une nouvelle figure dans le martyrologe républicain :

Les grandes villes du Midi, à direction socialiste, inscrivent le nom du ministre disparu assez rapidement dans leur espace urbain comme à Toulouse dès le 9 décembre 1936³ ou à Marseille en 1938. Le Midi méditerranéen, des Pyrénées-Orientales au Gard, n'échappe pas au phénomène. De novembre 1936 à décembre 1937, c'est-à-dire en l'espace d'une seule année, ce sont près de dix-sept attributions qui sont relevées dans le Languedoc-Roussillon. Il s'agit

¹ Bernard Richard, *Les emblèmes de la République*, Paris, CNRS éditions, 2012.

² Richard Vassakos, « L'odonymie en Midi rouge : une arme de « républicanisation » massive », dans Christian Amalvi, Céline Piot et Alexandre Lafon (dir.), *Le Midi, les Midis dans la III^{ème} République*, Nérac, Éditions d'Albret, 2012, pp. 35-52

³ AM Toulouse, PO1/1936, délibération du 9 décembre 1936.

donc d'un phénomène massif et rapide. Les comités de Rassemblement populaire jouent un rôle important dans l'inscription de la mémoire du ministre de l'Intérieur. Le phénomène touche aussi bien les grandes villes dirigées par la gauche comme Montpellier, Perpignan, Narbonne que des villages parfois modestes comme Cruzy qui symboliquement donne son nom à la place jouxtant la maison du peuple.¹ Le choix du lieu tend à enraciner le nom de Salengro dans la mémoire ouvrière. C'est pourquoi la ville de Montpellier veut perpétuer la mémoire de celui qui « *a consacré sa vie à la recherche de l'amélioration du sort du prolétaire* » en donnant son nom à une place « *située en plein centre ouvrier. [...] La place elle-même, transformée en square et aménagée de façon coquette, sera très fréquentée par les habitants du quartier de Figuerolles et l'hommage rendu à Roger Salengro n'en sera que plus apprécié.* »² Les membres du parti socialiste, sous le choc de l'évènement, militent pour obtenir l'attribution du nom de la victime. Le succès n'est d'ailleurs pas toujours au rendez-vous. Par exemple, la section SFIO de Sète n'obtient pas gain de cause, la municipalité estimant qu'avec « *le recul du temps, [...] l'élément enthousiasme ou spontanéité ne jouerait plus.* »³

Il n'en demeure pas moins que rapidement et massivement, une nouvelle figure socialiste s'est installée dans le panthéon urbain, illustrant ainsi la prééminence de la SFIO. Les circonstances du décès de Roger Salengro expliquent évidemment l'ampleur et la rapidité du processus. Les considérants des délibérations reflètent la colère et l'indignation des élus et des sympathisants socialistes. La municipalité de Pézenas, dirigée par Jean Bène, veut ainsi « *honorer la mémoire de ce grand citoyen victime de la calomnie fasciste.* »⁴ La responsabilité de la presse est fortement et systématiquement dénoncée, et le ministre acquiert le titre de martyr républicain comme le montrent les textes des décisions de Saint-Pargoire, qui veut « *honorer la mémoire du martyr de la calomnie* »,⁵ de Cuxac d'Aude qui estime que le maire de Lille est la « *victime de l'atroce calomnie* »⁶ ou de Montpellier qui précise qu'il est mort en « *victime de la haine et de la calomnie.* » La vague Salengro se poursuit jusqu'au délitement du Front populaire à la fin de l'année 1938 sous les coups du contexte de tension internationale et d'échec du mouvement social de novembre 1938. La poursuite de ces attributions s'explique par la commémoration de l'anniversaire de sa mort qui devient une date clef de la liturgie socialiste mais aussi par le fait que Roger Salengro est honoré aux côtés de nouvelles figures, notamment communistes.

« *Unir ! Unir ! Unir !* » Ce slogan proclamant la volonté d'union des forces de gauche se retrouve dans les baptêmes de la période. On voit ainsi se produire des hommages doubles ou triples qui se veulent porteur de sens. Cette pratique est initiée dès 1935 après les élections municipales et le meeting fondateur du 14 juillet. L'existence de municipalités tenues par des majorités d'union SFIO-PC donne lieu à des hommages communs. C'est ainsi qu'Henri Barbusse est consacré à Marsillargues aux côtés de Jules Guesde et Édouard Vaillant.⁷ Cette pratique tend à se développer à partir de 1936 et plus encore à partir de 1937 avec les disparitions successives de Roger Salengro et de Paul Vaillant-Couturier. Roger Salengro se voit associé tantôt à Henri Barbusse, tantôt à Paul Vaillant-Couturier pour montrer l'unité du mouvement à l'heure où les motifs de discorde se multiplient, notamment sur la question espagnole. Ces décisions apparaissent comme une sorte d'appel symbolique à serrer les rangs, alors que le Front populaire semble commencer à se déliter sous la pression des évènements internationaux. Roger Salengro et Paul Vaillant-Couturier prennent place simultanément à Marsillargues, Estagel et Millas à la fin de l'année 1937. Chaque inauguration est une

¹ AD Hérault, 2W 88, Cruzy, délibération municipale, 5 février 1937.

² AD Hérault, 2W 88, Montpellier, délibération municipale, 28 décembre 1936.

³ AD Hérault, 2W 88, Sète, délibération municipale, 24 mars 1937.

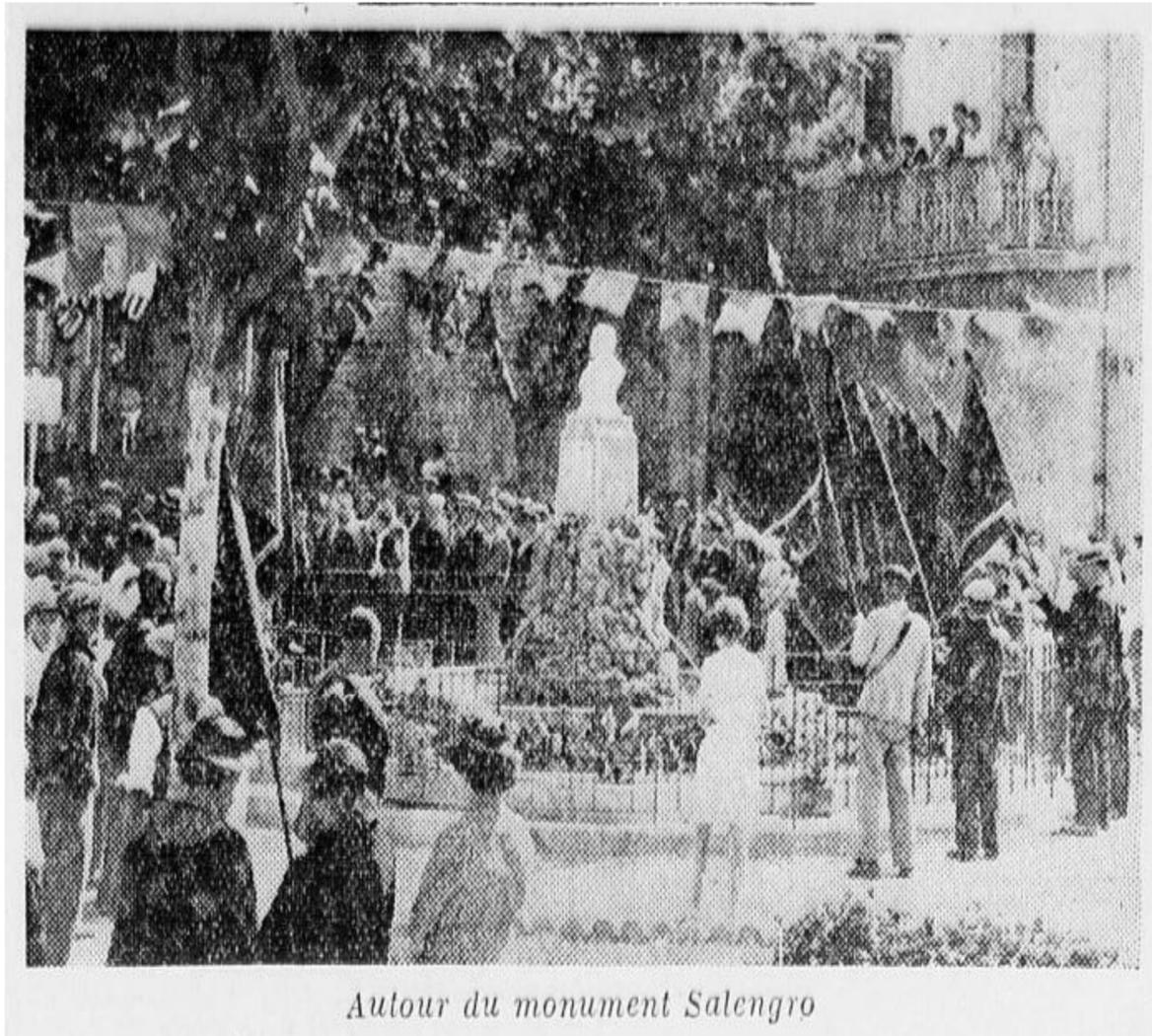
⁴ AD Hérault, 2W 88, Pézenas, délibération municipale, 5 décembre 1936.

⁵ AD Hérault, 2W 88, Saint-Pargoire, délibération municipale, 22 février 1937.

⁶ *La Dépêche*, 26 février 1937.

⁷ AD Hérault 2W88, délibération municipale, 5 février 1936.

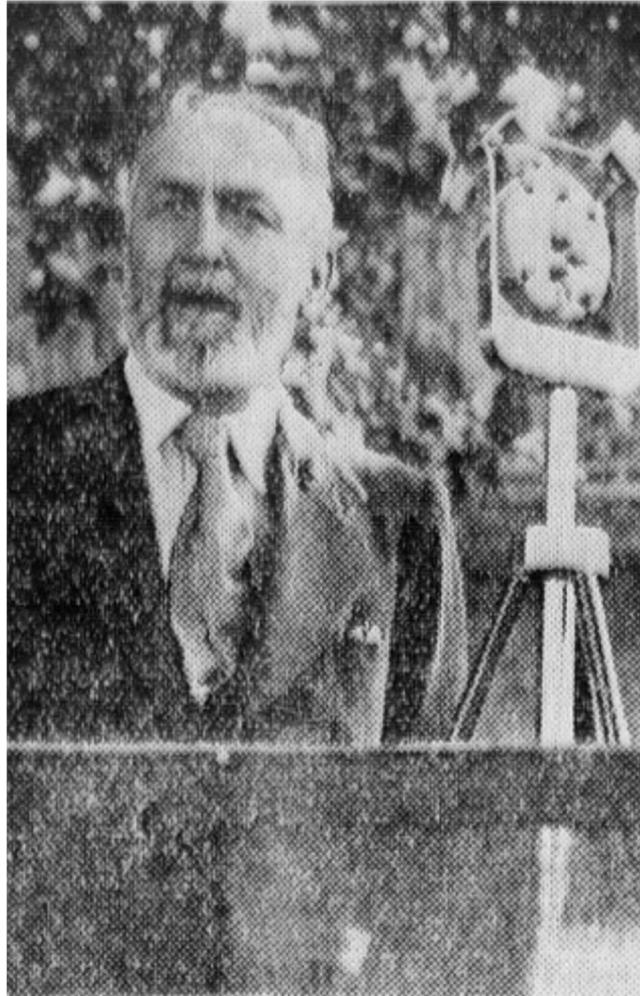
opportunité de rappeler la nécessité et la réalité de l'union des partis de gauche. C'est ce que martèle Jules Moch, inaugurant un foyer au nom du ministre disparu à Balaruc-les-Bains en 1937, comme le relate au niveau national *Le Populaire*.¹ Autre figure socialiste d'importance, Marx Dormoy, successeur du ministre disparu, vient au mois d'août 1938 inaugurer le square de Frontignan au centre duquel trône un monument dédié à l'ancien maire de Lille alors même qu'Édouard Daladier a porté un coup fatal à l'expérience depuis plusieurs mo



Inauguration du square Salengro à Frontignan, *Le Petit Méridional*, 8 août 1938

Accompagné de Jules Moch, député de la circonscription, l'ancien ministre prononce un discours faisant l'éloge de Roger Salengro et surtout du Front populaire seul moyen de faire face aux menaces grandissantes sur la paix. Avec en toile de fond, les inquiétantes manœuvres nazies, la réunion de Frontignan est une façon de mobiliser les troupes militantes dans un décorum républicain traditionnel avec banquet, discours et activités festives. D'ailleurs, cette présence d'une figure importante de la SFIO donne une visibilité nationale à l'évènement puisque *le Figaro* s'en fait l'écho.

¹ *Le Populaire*, 15 novembre 1937



Marx Dormoy prononçant son discours en l'honneur de Roger Salengro, *Le Petit Méridional*, 8 août 1938.

De plus, ces baptêmes et cérémonies sont également une façon de montrer son attachement à la culture du mouvement ouvrier, notamment pour les socialistes concurrencés sur ce terrain par un PC qui a gagné en audience à la faveur des élections de 1936. La constitution d'un panthéon du Front populaire, dont le dernier souffle se traduit par quelques dénominations symboliques pour le 150^e anniversaire de la Révolution Française est brisé par la déclaration de guerre.

II - La figure Salengro face à Vichy :

Dès la Drôle de guerre, des allusions à l'encontre de la symbolique installée par le Front populaire voient le jour dans le prolongement de la chasse aux noms communistes initiée par le gouvernement Daladier à la suite du pacte germano-soviétique, préfigurant l'épuration de l'espace public mis en œuvre par Vichy dès l'automne 1940. En avril 1940, la ville de Perpignan se lance dans un baptême collectif d'un certain nombre de ses rues. Le fait est notable dans la mesure où la ville possède des dénominations communistes et que la chasse officielle de celles-ci bat son plein dans tout le pays. Quelques jours avant que la délibération n'ait lieu paraît un article sur le thème des noms de rues dans le journal local *L'Indépendant*. Le contenu de cette tribune est intéressant car il montre que la guerre pèse sur le choix des odonymes. L'auteur,

François Francis, anticipe la délibération du conseil municipal et se permet de faire des suggestions : « *On cherche des noms : l'histoire de notre petite patrie nous en fournit de jolis.* »¹ S'en suit un long exposé sur la traduction de dénomination existante en catalan ainsi que des considérations historiques locales. En soi, cela relève de l'argumentaire traditionnel des conservateurs uniquement enclins à donner aux rues des noms pittoresques évoquant l'histoire de la petite patrie dont il sera beaucoup question quelques mois plus tard : « *Proposons en gerbe : la rue Joan del Riu, évocatrice du quadrille roussillonnais, de la Bepa, attardée à battre le linge à la rivière ; des Goigs dels Ous ; des Trabucayres, nom peu flatteur pour les habitants mais si pittoresque ; Pons d'Ortaffa, le délicat troubadour.* » Cependant, l'auteur ne se borne pas à ce discours classique et régionaliste, non plus qu'à faire des propositions de noms nouveaux. En effet, se glissent dans son texte quelques allusions et considérations politiques liées au conflit :

« Le boulevard Wilson honore un grand rêveur, nous lui préférons avenue de la Marenda pour faire connaître à l'étranger que la mer est portée de la main. [...] Alsine, l'imprimeur perpignonais, qui vaut bien l'allemand Rosenbach, dont une rue porte le nom. [...] Voici le quai de Genève, dans le quartier de la gare, tenant le pont Paul Doumer et aboutissant à l'avenue Ribère. Les parrains de la dite rue ont-ils voulu honorer la S.D.N., dont la faillite, hélas ! a eu pour l'Europe de si graves conséquences ? [...] La place d'Italie, en d'autres temps la bien nommée. Formulons le vœu qu'à la lueur des événements graves que nous vivons, ce nom prenne un plus vif éclat. Le pont Salengro, pourquoi pas le Pont de Pierre ? »

Pêle-mêle sont dénoncés l'idéalisme wilsonien et la sécurité collective chère à Briand. S'y ajoutent une dose d'anti-germanisme et le doux rêve d'une alliance avec l'Italie fasciste de Mussolini. L'allusion au nom de Salengro achève de révéler, s'il en était besoin, l'orientation très droitière du quotidien sous la férule de son directeur Georges Brousse² et exhale un parfum de revanche à l'égard du Front populaire. Le changement de régime ne tarde pas à combler d'aise tous ceux qui brûlaient d'éradiquer jusqu'au souvenir même de l'année 1936.

La presse d'extrême droite donne le ton de cette revanche très rapidement. La première bordée vient de l'hebdomadaire *Gringoire*, qui attaque dès le 8 août 1940, les fausses gloires qui ont été portées dans le panthéon des plaques bleues par la République. Dans la rubrique des brèves intitulées *Répétez-le*, l'hebdomadaire appelle à une épuration générale des noms de rues en insistant notamment sur ceux hérités de la période du Front populaire :

« La France fait maintenant, dans l'examen de conscience que lui impose la défaite, la révision de ses valeurs. Il lui faut, bon gré mal gré, discerner le toc du métal précieux, les vrais hommes des meneurs de pacotille.

S'ils fussent morts quelques mois plus tôt, un Salomon Grumbach ou un Robert Lazurick eussent peut-être donné leur nom à des rues de chez nous. On sent aujourd'hui dans quelle grotesque aventure les municipalités se fussent ainsi lancées.

*Or, il reste chez nous des rues, des places, des écoles aussi scandaleusement patronnées Henri Barbusse, Roger Salengro, André Marty, - des foyers français sont contraints de s'abriter sous ces parrainages. Là aussi l'épuration s'impose. »*³

La cible favorite de la presse d'extrême droite, le point cardinal de l'acharnement des plumitifs, la figure pourchassée, moquée, calomniée, détestée est celle de Roger Salengro. La

¹ *L'Indépendant*, 2 avril 1940.

² Gérard Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Un siècle d'histoire d'un quotidien, 1846-1950. L'entreprise, le journal, la politique*, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2004

³ *Gringoire*, 8 août 1940.

vague d'inscriptions de son nom qui a suivi son décès représente pour ces journaux le signe de l'affrontement et de l'abaissement moral dans lequel le Front populaire aurait plongé la France. De là découle une dénonciation systématique et violente des communes où son nom est inscrit dans l'email. C'est par cohortes que les communes qui possèdent une rue Salengro sont dénoncées. D'ailleurs, Paul Lombard, l'éditorialiste du journal, avoue que « *le palmarès est infini. Plusieurs numéros de Gringoire seraient insuffisants pour le contenir en entier.* »¹ On moque leur « *salengrophilie* » ou leur « *salengrisme* ». ² La plume du collaborateur d'Henri Béraud se déchaîne, implorant : « *Grâce ! Grâce !* », après l'énumération d'une litanie de rues Salengro ou bien s'écriant « *Salengro ! Salengro ! Salengro ! Morne plaine !* »³ Les communes possédant une voie à ce nom sont impitoyablement chassées et on en brosse un portrait bien peu reluisant. Tous les moyens sont bons pour traquer les noms de rues proscrits et les chasser de l'espace public. Ainsi, on excite la délation, la calomnie voire le vandalisme pour parvenir au but final. Compromettre un édile bon gestionnaire par ses choix onomymiques laisse espérer à certains l'opportunité de prendre leur place. Paul Lombard, à l'origine de nombre de ces articles ne dissimule d'ailleurs pas cette intention. Dénonçant, une salle Salengro à Balaruc-les-Bains, il demande franchement la disparition du conseil municipal : « *Par quel prodige la municipalité de cette commune peut-elle se maintenir encore en fonction ? Avec elle, aussi, il y a compte à faire.* »⁴ Le journal devient ainsi une caisse de résonance aux affrontements internes des petites communes, car les informations qui sont publiées sur les localités les plus modestes ne peuvent provenir que de courriers envoyés au journal par des lecteurs.

Parmi les victimes, Frontignan, coupable d'avoir donné le nom du ministre mais aussi de l'avoir statufié, a ainsi les honneurs d'une longue diatribe de *Gringoire* :

*« Mais on signale le cas de Frontignan qui avait bien fait les choses pour Salengro ! On y a construit un square Salengro dans une avenue triomphale qui a été débaptisée pour se décorer, elle aussi, du nom de Salengro et l'on a planté au milieu de toutes ces merveilles d'urbanisme un buste de Salengro, [...] Il y a aussi la plaque Salengro qui porte dans le marbre le nom du président du Comité Salengro : Moch et celui du président du Conseil général actuellement encore maire de Frontignan. Et il y a une autre plaque Salengro apposée par la Fédération socialiste de l'Hérault : elle affirme, celle-là que Salengro ne voyait rien au-dessus de son parti. Il avait la vue basse ! Sur l'avenue Salengro s'ouvre l'avenue Henri Barbusse et à quelque distance l'avenue Francisco Ferrer. Il y a la photographie de Salengro dans le bureau du maire, un agrandissement de Salengro dans la salle publique du conseil municipal et des mariages. Nous sommes à Salengroville ! »*⁵

Cette presse se scandalise de la difficulté d'éradiquer Salengro car les maires traînent les pieds : « *Autant le salengrisme a été d'une acclimatation facile, aux temps du Front popu, autant les administrations sont lentes à éliminer les témoignages d'une idéologie périmée.* »⁶

Les appels à l'enlèvement du nom de l'ancien ministre de l'Intérieur s'accompagnent d'allusions plus ou moins directes à sa prétendue désertion. Ainsi, le dessin paru dans *Gringoire* à la fin du mois d'octobre 1940 le traite sans fard de déserteur. Quelques semaines plus tard, l'hebdomadaire reprend l'antienne en dressant une comparaison entre les hommages rendus aux militaires de la Grande Guerre et le maire de Lille : « *Un étranger qui parcourt les cités françaises peut croire que Salengro qui surclasse, Foch, Joffre, Clemenceau, Colbert, est le*

¹ *Gringoire*, 12 décembre 1940.

² *Gringoire*, 5 décembre 1940.

³ *Gringoire*, 26 décembre 1940.

⁴ *Gringoire*, 9 janvier 1941

⁵ *Gringoire*, 7 novembre 1940.

⁶ *Gringoire*, 26 décembre 1940.

nom d'un grand bienfaiteur de la France ou, peut-être, l'inventeur de la bicyclette... »¹
L'allusion qui termine la phrase fait référence aux accusations de désertion qui ont conduit le ministre de Léon Blum au suicide. Il est également parfois désigné sous le sobriquet de « cycliste ». Dans le même texte, l'hebdomadaire continue son travail de dénonciation méthodique en réclamant la disparition de Salengro à Pézenas et Montpellier. Dans un numéro, Robert Havard de la Montagne consacre une partie de l'éditorial politique de *L'Action Française* à l'éradication des rues Salengro.² L'argumentaire vise à nier toute légitimité aux hommages rendus et à accréditer la thèse de la culpabilité du ministre. Pour Havard de la Montagne, le suicide de Salengro est un aveu de culpabilité :

« Quels titres, quels services avaient valu à Roger Salengro l'honneur de figurer sur les plaques ? On l'avait glorifié pour avoir échappé par une mort volontaire à de redoutables accusations. [...] Les camarades de Salengro l'avaient présenté comme une victime de la calomnie. Le suicide qui est une fuite, n'était pas de nature à confirmer leur version. Sans doute n'est-il pas impossible qu'un homme, accusé à tort, perde la tête.

Chez un politicien chevronné, ce genre d'accident n'est pas très vraisemblable. Il est habitué à recevoir et à donner des injures et des coups. [...] ce sont les risques du métier. Il n'y avait pas de quoi se tuer si sa conscience était sans reproche.»³

Derrière cet acharnement, il y a un double objectif. Il faut tout d'abord prendre sa revanche sur le Front populaire qui avait imposé ces dénominations et fait de Salengro un martyr de la gauche. Il s'agit aussi pour les journaux d'extrême-droite de s'auto-disculper en prouvant que Salengro avait bien déserté et qu'il ne mérite pas les honneurs qui lui ont été rendus. La campagne anti-Salengro s'inscrit donc dans une volonté de réécriture du passé et de légitimation historique de la campagne calomnieuse de 1936.

Le dessin de presse est également une arme utilisée à plusieurs reprises pour tourner en dérision la toponymie urbaine de la République et ses auteurs. *Gringoire* utilise ainsi régulièrement une caricature de Roger Salengro, lorsqu'il s'agit de dénoncer l'existence d'une



Dessin paru dans *Gringoire*, 24 octobre 1940.

¹ *Gringoire*, 21 novembre 1940

² *L'Action Française*, 29 novembre 1940.

³ *Id.*

rue qui porte son nom. Le dessin sous forme réduite sert comme d'autres ainsi à délimiter le début de la brève concernée dans la rubrique « *Répétez-le...* ». Le dessin s'apparente à une illustration légère classique, avec une exagération des traits et des défauts physiques. Dans le cas de Roger Salengro, le dessinateur a choisi d'exagérer le nez de l'ancien ministre ce qui sous-entend le mensonge par allusion à Pinocchio.

La presse locale n'est pas en reste et participe, elle aussi, à l'hallali contre Roger Salengro. C'est ainsi que *L'Éclair* dans son édition de Perpignan reproduit une lettre ouverte datant probablement de 1937, dénonçant l'attribution du nom de Roger Salengro à un pont de la cité. Alors que la ville n'a encore procédé à aucun changement, ce texte vindicatif est une incitation vigoureuse à procéder à une épuration : « *Laissez donc Salengro dormir sous la froide terre de son pays du nord. Si ses concitoyens le trouvent assez grand et assez pur pour perpétuer sa mémoire et honorer leur pays, qu'ils donnent son nom à un de leurs ponts sur la Deule, ou dressent sa statue à Lille.* »¹ La dénonciation se double d'allusions xénophobes de l'auteur qui estime que des noms « *bien français et bien catalan [...] sonnent bien mieux à l'oreille et au cœur avec celui de Notre Dame, que Salengro.* » Ce courrier publié par le journal semble atteindre son objectif puisque le nom de Salengro est remplacé par celui de Joffre en janvier 1941.

Cette campagne de presse excite également les groupuscules d'extrême droite qui veulent manifester leur haine du Front populaire. Les incidents se multiplient dans l'Hérault et notamment à Montpellier. Le 20 novembre 1940, le préfet apprend qu'à Montpellier, les plaques indicatrices de la place Roger Salengro ont été enlevées par des jeunes gens.² Dans un de ses numéros, *Gringoire* décerne un brevet de civisme à cet acte et en profite pour se plaindre de l'action sélective de la police :

« *À Montpellier, un groupement ami, celui des Gardes Françaises, a brisé les cinq plaques qui portaient le nom de Salengro. L'exécution qui eut lieu à dix-huit heures trente, attira l'attention de deux policiers qui verbalisèrent, tandis qu'il ne se trouve jamais dans cette ville, un représentant de l'autorité pour empêcher la lacération des affiches reproduisant le dernier appel du Maréchal.* »³

Le préfet de l'Hérault met à profit cet évènement pour tancer le maire qui n'a pas suivi les instructions du 7 novembre avec suffisamment de promptitude : « *J'estime qu'il eût été préférable que l'enlèvement de ces plaques à Montpellier résultât de votre action personnelle, plutôt que de l'intervention de tiers.* » incident qui s'ajoute à d'autres concernant Jean Jaurès et Jean Zay, en une dizaine de jours, poussent la municipalité montpelliéraine à débaptiser la place Roger Salengro le 7 décembre. Un élu socialiste en vient même à déclarer avant le vote qu'il est « *partisan de cette mesure dans l'intérêt de la tranquillité publique et de la France.* »⁴ Un évènement du même acabit se produit également à Pézenas, où, dans la nuit du 8 au 9 décembre, des inconnus recouvrent de goudron les plaques de l'avenue Roger Salengro et du cours Jean Jaurès.⁵ L'ancien adjoint au maire socialiste voit aussi la porte d'entrée de sa maison recouverte de goudron. Frontignan, théâtre de l'importante inauguration de 1938 n'est bien sûr pas épargnée. Comme toujours, *Gringoire* ne tarde pas à se réjouir et relate avec gourmandise la mésaventure qui est arrivée au buste :

« *On a planté au milieu de toutes ces merveilles d'urbanisme un buste de Salengro, affreux navet qui a été un beau matin, trouvé décapité. La tête de Salengro, tombée dans le bassin*

¹ *L'Éclair*, 14 novembre 1940.

² AD Hérault, 1000 W 31, lettre du préfet au maire de Montpellier, 20 novembre 1940.

³ *Gringoire*, 5 décembre 1940.

⁴ *L'Éclair*, 8 décembre 1940.

⁵ AD Hérault, 1000 W 31, rapport du commissaire de police de Pézenas, 9 décembre 1940.

Salengro, -toujours bordé de fleurs rouges- a été repêchée, recollée, sans invitation ni discours, dans la plus stricte intimité, et avec adjonction d'un plâtre tout neuf qui forme cicatrice. Le nez a un peu souffert. Quant aux oreilles, elles ont disparu. »¹

Il s'agit évidemment de se féliciter de cette action et de dénoncer la municipalité indigne qui a restauré le monument. Cette mise en exergue publique du vandalisme est une constante de la part de *Gringoire* qui attribue ainsi des brevets d'activisme aux militants d'extrême-droite et provoque une émulation et une surenchère dans l'iconoclasme. Accumulation de troubles à l'ordre public tombe à point nommé pour le pouvoir et l'administration, qui peuvent opportunément faire valoir la justesse de leurs instructions d'épuration toponymique lancées en novembre. Cela révèle une sorte de répartition des rôles tacite, sinon une complicité entre la presse, les agitateurs et les services officiels. Plusieurs exemples sont éclairants quant à l'ambiance de chasse aux sorcières qui se met en place au moment où campagne de presse et épuration officielle se conjuguent. Cette interprétation extensive pousse certains administrateurs à s'en prendre également à la monumentalité républicaine. Le préfet de l'Hérault fait ainsi enlever le buste de Roger Salengro du square qu'il occupe à Frontignan après que celui-ci a été dégradé mais sans instructions formelles du ministère de l'Intérieur.² Au bout du compte, Roger Salengro disparaît totalement de l'espace public de la région. Quatre ans après sa mort et le début de sa carrière dénomminative, c'est une véritable opération d'effacement de sa mémoire qui est mise en œuvre avec des résultats élevés puisque tous les hommages qui lui avaient été rendus entre 1936 et 1940 sont supprimés.³

L'épuration symbolique a pour corollaire la mise en place de dénominations de substitution. Plusieurs possibilités s'offrent par conséquent aux édiles et montrent la variété des attitudes face au nouveau régime. Un certain nombre de communes opte pour un retour pur et simple au *statu quo ante*. C'est parfois une façon de s'exécuter sans aller plus avant dans la polémique idéologique. À Florensac, on rend leurs appellations primitives aux avenues Roger Salengro et Jean Jaurès qui retrouvent leur fonction d'indication géographique.⁴ Une attitude qui n'est pas un refus, mais qui apparaît comme notable est la résignation triste. L'observation des textes de délibération montre différentes réactions face aux circulaires de la préfecture. La première réponse se traduit par l'exécution stricte des ordres des autorités, mais cette application est faite sans entrain et sans plus de commentaires du conseil. Dans ce cas la délibération se réduit à quelques lignes qui reprennent le plus souvent les prescriptions préfectorales. Tel est le cas à Cruzy où le texte se résume à deux phrases : "*En exécution de la note de M. le préfet du 22 novembre 1940, le conseil décide que la place Roger Salengro portera dorénavant le nom de place de l'ancien château*".⁵ La brièveté et la sécheresse de la décision semblent indiquer une certaine résignation dans l'application stricte des mesures édictées par le pouvoir; résignation doublée d'une austérité qui ne peut que signifier que la décision n'est pas prise avec enthousiasme. La même sécheresse peut être observée dans d'autres communes, comme à Florensac pour l'enlèvement des noms Roger Salengro et Jean Jaurès.⁶ Certains soulignent le fait qu'ils ne font qu'appliquer les ordres ainsi qu'en témoigne la délibération de Saint-Pargoire :

¹ *Gringoire*, 7 novembre 1940.

² AD Hérault, rapport du commissaire spécial de police 30 octobre 1940

³ Richard Vassakos, « Les plaques bleues du « Midi rouge » dans la tourmente. L'épuration symbolique de la toponymie urbaine en Languedoc-Roussillon », *Les Annales du Midi*, Tome 124, n°280, octobre-décembre 2012, pp. 523-539.

⁴ AD Hérault, 2W 88, délibérations municipales, 17 janvier et 15 juillet 1941. Redevennent respectivement avenue de Montpellier et de Béziers.

⁵ AD Hérault, 2W 88, Cruzy, délibération municipale, 30 novembre 1940.

⁶ AD Hérault, 2W 88, délibérations municipales du 17 janvier et du 15 juillet 1941.

« Monsieur le maire donne lecture au conseil municipal d'une note de monsieur le préfet de l'Hérault en date du 7 novembre, relative aux marques extérieures de la III^{ème} Internationale dénommant des rues ou des édifices publics. Monsieur le Président explique au conseil municipal que la place Roger Salengro rentre dans cette catégorie, et qu'il convient d'après les ordres de monsieur le préfet de faire enlever cette plaque. »¹

Une variante de ce retour en arrière est la restauration d'un nom qui avait été lui-même éliminé, comme à Montpellier où Charles Renouvier retrouve la place où l'avait remplacé Roger Salengro en 1936.² On peut également parler de duplicité pour ne pas dire d'une certaine veulerie dans les retournements effectués par certains pour conserver coûte que coûte leur siège. Ainsi la délibération supprimant les noms de Jaurès et Salengro à Villeneuve-lès-Béziers est-elle un modèle d'hypocrisie. Le maire y affirme sans trembler :

« L'ordre nouveau exclut toute politique de l'administration municipale ; la municipalité de la commune n'a jamais fait de politique dans son administration; pour bien marquer ce caractère il propose au conseil de modifier le seul acte qui pourrait être interprété dans ce sens, c'est de redonner l'ancien nom aux places Jean Jaurès et Roger Salengro, les seules qui ont été modifiées durant son mandat. »³

Or, le même, dans la délibération établissant les dénominations Jaurès et Salengro en 1937 rendait hommage au "grand tribun français" et voulait perpétuer le souvenir « du citoyen ministre de l'Intérieur. »⁴

Attentisme, résignation, accommodement, expiation pour conserver une place voire adhésion ou revanche, c'est un kaléidoscope d'attitude que révèle l'analyse des réactions face à l'installation du régime de Vichy. Néanmoins le retour à la légalité républicaine permet au nom de Roger Salengro de réinvestir les espaces dont il avait été chassé.

Épilogue :

La Libération et le retour aux traditions républicaines permettent au nom de Roger Salengro de se réinstaller aux coins des rues et des places publiques dont il avait été chassé par l'inquisition vichyste, rejoint dans certains cas par son successeur Marx Dormoy, assassiné en 1941. Ce retour se fait plus ou moins rapidement. C'est ainsi que Florensac réinstalle en mai 1945, c'est-à-dire après les élections municipales, Roger Salengro et Jean Jaurès, considérant pour ce dernier « qu'il est juste d'honorer la mémoire du grand tribun français. »⁵ Pourtant, alors que le retour à une vie politique régulière aurait pu représenter une forme d'apaisement, il semble que certaines alternances de 1947 réveillent de vieilles cicatrices.

C'est ainsi que de façon assez surprenante les municipalités nouvellement élues de Florensac et de Pézenas tentent d'éliminer le nom de Roger Salengro à peine réinstallé depuis 1945. À Pézenas, il s'agit de remplacer l'ancien ministre du Front populaire par le général Leclerc, récemment disparu. La décision est prise en décembre 1947, mais le préfet refuse de valider la délibération suivant l'avis du sous-préfet de Béziers qui estime que « Si le nom du général Leclerc mérite d'être inscrit dans toutes les villes de France, il apparaît qu'en l'occurrence, la municipalité de Pézenas manque un peu de doigté car elle risque de heurter

¹ AD Hérault, 2W 88, Saint-Pargoire, délibération municipale, 9 novembre 1940

² AD Hérault, 2 W 88, Montpellier, délibération municipale, 7 décembre 1940.

³ AD Hérault, 2 W 88, Villeneuve-les-Béziers, délibération municipale du 22 janvier 1941.

⁴ AD Hérault, 2 W 88, Villeneuve-les-Béziers, délibération municipale du 9 avril 1937.

⁵ AD Hérault, 2 W 88, délibération municipale, 29 mai 1945.

*une partie de l'opinion, qui tout en respectant et glorifiant le général Leclerc, reste attachée au souvenir de l'ancien ministre de l'Intérieur du Front populaire ».*¹

Le même scénario se produit à Florensac en 1948. À nouveau, le sous-préfet de Béziers empêche l'éviction de Salengro en arguant que « *cette décision ne manquerait pas d'amener les protestations véhémentes des membres du parti socialiste dont l'influence est assez marquée à Florensac* ». ² Il ajoute d'ailleurs que le maire SFIO n'a été battu que de 18 voix aux élections municipales de 1947. Par conséquent, la décision n'est pas validée et Roger Salengro demeure sur les murs du village. Il n'en demeure pas moins que cela en dit long sur l'ambiance de revanche qui peut régner dans certaines localités et surtout sur le peu de leçons tirées par certains des affrontements politiques des années précédentes. L'intervention préfectorale rappelle finalement aux édiles que les temps ont tout de même changé et que la valse des plaques n'est plus à l'ordre du jour. Le nom de Roger continue de s'inscrire au sein du panthéon républicain d'après-guerre mais dans des proportions et dans une dynamique bien plus faible que lors de la vague émotionnelle causée par son décès, ce qui s'explique par la distanciation temporelle. Force est de reconnaître, d'ailleurs, que le 80^e anniversaire du Front populaire et de la mort de Roger Salengro ont été bien timidement commémorés.

Richard VASSAKOS

* * *
*

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE RÉSEAU AKAK (1942-1944) PROVENANT DU SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE (SHD) ET SON IMPLICATION DANS LA MONTAGNE NOIRE (AUDE), LE CONFLENT ET LA CERDAGNE (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

Le Service Historique des Armées possède pour la période 1940-1946 un important fonds classé dans la série P :

Un inventaire de ces archives est visible par internet sur « *SHD* », puis « *à Vincennes* », et enfin « *fonds disponibles sans réservation* ». Les grandes sous-séries sont :

- *tome I, Vichy, Londres, Alger, Paris, administrations centrales, missions de liaison, régions militaires (sous-séries 1 à 9P)*
- *tome II, grandes unités (sous-série 11P)*
- *tome III, petites unités (sous-série 12P)*
- *section études générales résistance, Service historique (sous-série 13P)*
- *mouvements, résistance intérieure française (sous-série GR 18P)*
- *réseaux, forces françaises combattantes (sous-série GR 17P)*
- *maquis, forces françaises de l'intérieur (sous-série GR 19P)*

Chaque sous-série possède un inventaire, (visible sur le site en cliquant sur le titre souligné de la colonne « *Répertoire détaillé* »).

¹ AD Hérault, 390 W 2, Pézenas, délibération municipale, 23 décembre 1947. Rapport du sous-préfet de Béziers, 15 mars 1947.

² AD Hérault, 390 W 2, note du sous-préfet de Béziers au préfet de l'Hérault, 12 novembre 1948.

C'est à partir de ce fonds, en parallèle avec celui des Pyrénées orientales, que j'ai commencé à travailler sur des dossiers regroupés dans l'ouvrage « *Les réseaux de résistance de la France combattante* »¹ sous le nom d'AKAK.

Ces deux dossiers sont cotés SHD/GR, 17 P 69 pour le dossier du réseau et SHD/GR, 16 P 228886 pour le dossier du chef de réseau auxquels il faudrait ajouter les sous-réseaux Eiffel, Brutus, section Casa, groupe Paquito, SRA du Nord-Est, groupe Argillos et Claude Rives.

Dans son inventaire des réseaux d'évasion opérant sur le territoire andorran, Claude Benet cite Akak comme ayant laissé des traces sans que la mention du nom apparaisse en clair en Andorre². André Balent, pour sa part, a présenté ce réseau lors d'une conférence à Sainte-Léocadie, en Cerdagne³.

1) Le classeur SHD/GR, 16 P 228886, est celui du chef de réseau Camille FORT.

Éléments biographiques :

Il est né le 14 décembre 1907 à Saint André dans la Haute-Garonne. Lorsqu'éclate la guerre, il est Ingénieur chef de contrôle à la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Ouest (SNCASO) à Châteauroux. Par la loi de nationalisation du 11 août 1936, le gouvernement français réunit les usines et bureaux d'études des plusieurs entreprises privées au sein de six entreprises d'État sous le statut de sociétés anonymes d'économie mixte dont l'État détient deux tiers des actions. Le 16 novembre 1936, la SNCASO est créée par l'expropriation des diverses usines aéronautiques (Blériot de Suresnes, Marcel Bloch de Villacoublay, Courbevoie et Châteauroux, Société aéronautique du Sud-Ouest de Bordeaux-Mérignac, 'Usine de construction aéronautique de Bordeaux-Bègles, de la Société aérienne bordelaise de Bordeaux, société Lioré et Olivier de Rochefort. Le conseil d'administration est constitué de neuf membres. Marcel Bloch est administrateur délégué. À la signature de l'armistice, Camille Fort refuse de partir dans une autre usine travailler pour les Allemands qui reprennent à partir de 1941 la fabrication d'avions pour la Luftwaffe (Junkers 52, Focke-Wulf 189 et de MB.175). Il reste à Châteauroux qui se trouve en zone non-occupée. Lorsque les Allemands occupent la zone sud, l'usine travaille pour l'Allemagne. Il quitte alors Châteauroux et tente de rejoindre l'Espagne. Des problèmes de santé l'empêchent, dans un premier temps, de réaliser son plan. Le premier mai 1943, il passe clandestinement la frontière à Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales), il est accompagné de son frère, Émile, inspecteur des Renseignements généraux en Cerdagne (66). Tous deux, arrêtés dans le train qui les mène à Barcelone, sont envoyés à Ripoll, puis à Barcelone. Aucune aide française ni britannique, ne leur permet de réaliser leur projet de se rendre en Algérie ou en Grande-Bretagne. Le 22 juillet, ils entrent en contact avec le responsable étatsunien de l'OSS, M. Locke, dont Émile connaissait le prédécesseur, qui leur

¹ Service historique de la Défense (SHD), sous la direction de Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac, *Dictionnaire historique « Les réseaux de résistance de la France combattante »*, Paris, SHD, Éditions Economica, 2013, 1078 pages. Le réseau AKAK apparaît dans l'ouvrage pages 102 et sq.

² Claude BENET, *Passeurs, Fugitifs et Espions : l'Andorre dans la 2^{ème} guerre mondiale*, Toulouse, Le pas d'oiseau éditeur, 2010, 252 pages.

³ Conférence d'André Balent, dans le cadre de l'Association pour la protection du patrimoine et de la mémoire collective de la vallée de Carol (APPMC), salle de la bergerie, Sainte-Léocadie (Pyrénées-Orientales), août 2013. Voir aussi André BALENT, « L'occupation allemande et la Résistance dans la vallée de Carol », *Records de l'Aravó, Bulletin de l'Association pour la protection du patrimoine et de mémoire collective de la vallée de Carol*, 10, 2013, pp. 28-37.

demande de préparer un plan d'action. Ce plan satisfait M. Locke. Leur réseau d'Information et d'action commencera par se développer en Cerdagne et Conflent.

Composition du dossier :

Ce dossier est composé :

- d'une attestation de Résistance de C. Fort signée par le Commander Cassady au nom de l'Office Strategic Service (OSS) de l'Armée des États-Unis ;
- d'un recensement des actions de Camille Fort rédigée par lui.

Le reste des documents renseigne sur le réseau Alexandre, lié à AKAK sous la direction de Camille Fort dans la partie centrale de la région militaire IV ou RB pour la Résistance (Charente et Charente-Maritime).

Enfin plusieurs documents refusent à Camille Fort le statut d'Interné Résistant (au prétexte qu'il n'a pas été affilié au BCRA) et à ses camarades charentais celui de Résistants.

2) Le second classeur, SDH/GR 17 P 69, fait l'historique de l'activité du réseau et de ses sous réseaux :

On peut regrouper les différents documents en 6 ou 7 dossiers, bien que ce ne soit pas le cas dans le classeur qui contient ces documents.

Les activités du réseau occupent deux chemises :

La **première chemise** montre chronologiquement les activités du groupe tandis qu'**une seconde** les décrit de façon technique, c'est-à-dire en relation avec les actions menées et les zones d'intervention ; une carte des régions militaires de France permet de localiser ces actions mais elle n'est pas mise en rapport avec une carte des régions de la Résistance. Ainsi, les réseaux AKAK existent dans les régions militaires I, II, IV, V, VI, VIII et IX, tandis que pour la Résistance, ses membres combattent dans RA, RB, RC, RP1 de zone Nord et R1, R2, R3, R4 et R5 de zone sud. Il y aurait un trio de direction (chef, adjoint et secrétaire général¹) où chacun est « remplaçable par n'importe lequel des deux autres » (selon Camille Fort) et 21 agents P2, 147 P1 et 23 occasionnels (au moins).

Une troisième chemise regroupe les activités du SRA du Nord-Est (Service de Renseignement Américain du Nord-Est), dit aussi « Réseau Lasauce » :

Ce réseau d'espionnage s'étendait sur les régions Nord et Est du pays avec comme centres névralgiques Nancy et Arras. Les informations centralisées à Nancy étaient transmises à Narbonne par des cheminots puis acheminées en Espagne par Cerbère et Portbou. Ils arrivaient à la mère supérieure de l'école française de la commune, qui les faisait parvenir au consulat des États-Unis de Barcelone.

Trois chemises sont composées de listings :

L'une du listing des agents occasionnels, la seconde des agents P et la dernière des agents P2. Elles sont en cours de dépouillement.

Enfin, une liasse de documents inclassables est aussi à traiter lors de la prochaine visite au Service historique de la Défense.

¹ La secrétaire générale a pour point de chute principal Alzonne, au pied de la Montagne Noire.

La prochaine séance de travail devrait permettre une vision plus précise des acteurs et des actions de ce réseau.

Pierre CHEVALIER

* *
*

CÉBAZAN ET BÉZIERS (HÉRAULT) : VICTIMES DU COMBAT DE FONTJUN (CÉBAZAN), RÉSISTANTS CAPTURÉS À FONTJUN, EXÉCUTÉS AU CHAMP DE MARS DE BÉZIERS (6 ET 7 JUIN 1944)¹

À la suite de l'embuscade du col de Fontjun (commune de Cébazan, Hérault) le 6 juin 1944, où furent tués cinq maquisards, dix-huit volontaires capturés au cours du combat furent fusillés le lendemain sur le Champ de Mars (Place du 14 juillet) à Béziers.

L'embuscade de Fontjun :

Le débarquement du 6 juin sonna pour la résistance armée comme le point de départ des actions de soutien aux forces alliées. Le plan Vert fut exécuté à partir de cette date alors que dans la périphérie montagnaise les maquis se préparaient à entraver la marche des occupants. C'était notamment le cas du maquis Latourette commandé par Jean Girvès qui lui a donné son pseudonyme et qui était localisé aux environs de Ferrières-Poussarou entre Saint-Pons et Olargues. Le maquis Latourette était affilié à l'Armée secrète, sous la coupe du MLN, pour autant qu'en témoignent les plaques commémoratives du cimetière de Capestang. Les hommes de la plaine biterroise qui s'assemblèrent le 6 juin, après avoir entendu un message codé les y invitant la veille, devaient le rejoindre après être entrés en contact avec des agents de liaison à Combejean. Deux itinéraires avaient été prévus, soit par Maraussan, Cazouls-lès-Béziers pour les Biterrois, soit par l'axe Quarante-Cruzy pour ceux du canton de Capestang. Or, les consignes ne furent pas respectées et les départs se firent dans l'exaltation et sans précautions. Qui plus est, les Allemands furent avertis du mouvement par ce manque de discrétion et probablement par des informateurs. La montée au maquis débuta par la réquisition de deux camions à Puisserguier qui s'engagèrent précédés d'une voiture en direction de Saint-Chinian. Parvenus au col de Fontjun qui surplombe ce village, ils découvrirent un barrage constitué par les occupants. La voiture de tête parvint à se faufiler mais les deux camions furent arrêtés et la bataille s'engagea. Les résistants ripostèrent aux tirs allemands avec leurs pistolets mitrailleurs et quelques grenades mais ils manquèrent rapidement de munitions. Cinq des maquisards furent tués durant le combat dont Danton Cabrol* de Capestang. Dix-huit autres furent capturés par les Allemands qui les emmenèrent à la caserne Du Guesclin de Béziers où ils furent interrogés et probablement torturés par l'antenne de la Gestapo de la ville sous la direction de Josef Roleff.

La répression :

¹ Version adaptée de la notice publiée sur le site du Maitron des fusillés, *Les fusillés 1940-1944*, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/>

Le 7 juin 1944, le chef de la Gestapo biterroise, Roleff, avertit les autorités françaises de l'exécution prochaine des résistants. Il dit au commissaire de police que dix-huit français dont une femme, qui avaient été pris les armes à la main à Saint-Chinian, où ils avaient attaqué des soldats allemands, allaient être fusillés publiquement sur la place du 14 juillet. Les Allemands redoutant la réaction de la population imposèrent une inhumation séparée et dispersée pour éviter des manifestations. À 14 heures, l'exécution débuta par groupes de six sous la balustrade du Champ de Mars. Juliette Cauquil*, refusa la grâce obtenue sur intervention de la Croix-Rouge et des autorités locales. Elle cria « Vive la France » avant d'être abattue et aurait même craché au visage de l'officier commandant le peloton, selon certains récits. Tombèrent sous les balles : Amouroux Elie*, Albert Marc*, Dez René*, Cros Pierre*, Cauquil Roger*, Taixe Juliette épouse Cauquil*, Huc Louis*, Bousquet Marcel*, Villeneuve Henri*, Montagne Salvador*, Loscos Emile*, Baisse Louis*, Massat Henri*, Combet André*, Caux Louis*, Quixalos Joseph*, Bourdel Guy*, Malet Ignace*.

Les morts du Champ de Mars se caractérisent par plusieurs traits. C'était majoritairement des hommes, seule Juliette Cauquil faisant exception. Ils étaient plutôt jeunes : plus de la moitié était née après la Grande Guerre. Le benjamin avait 18 ans, cinq avaient 19 ans, un avait 24 ans, trois avaient 25 ans. Les plus âgés étaient nés entre 1899 (2) et 1916. Deux étaient nés à l'étranger, en Espagne et en Andorre. La jeunesse du groupe explique qu'une majorité d'entre eux fût célibataire. Sur le plan, socio-professionnel, les cultivateurs ou petits viticulteurs dominaient en représentant près d'un tiers des victimes. D'autres occupaient des emplois de service : chauffeur, épicier, limonadier. L'un d'entre eux travaillait dans le bâtiment en tant qu'électricien. Deux étaient sans profession attestée et l'on peut supposer que, parmi les plus jeunes d'autres étaient dans ce cas.

Remis aux autorités françaises quinze suppliciés furent identifiés mais trois ne le furent que dans les semaines qui suivirent. L'évènement produisit une impression très forte sur la ville de Béziers. La fusillade a été publique et tout au long de la journée des Biterrois se rendirent au Champ de Mars manifestant leur émotion. D'ailleurs la nouvelle toucha rapidement les villages alentours, d'autant que dix victimes étaient originaires de Capestang, les autres venants de Nissan-lès-Ensérune, Colombiers et Montady. Cela poussa les Allemands à s'en prendre à ce gros bourg viticole situé à l'ouest de Béziers, deux jours après. Les troupes nazies encerclèrent le village pendant plusieurs jours et forcèrent les habitants à dormir portes et fenêtres ouvertes. Toutes les maisons furent fouillées et les hommes de 18 à 45 ans furent rassemblés, emmenés à pied à Béziers puis déportés en Allemagne comme travailleurs forcés au nombre de 143. Ces évènements marquèrent durablement et profondément les esprits biterrois et s'inscrivirent progressivement dans la mémoire locale.

La mémoire du drame depuis 1944, un traumatisme biterrois :

Dès le mois de juin, un récit des évènements se mit en place. C'est ainsi que l'organe communiste *Le Travailleur du Languedoc* daté du mois de juin 1944 publia un article intitulé « L'assassinat du Champ de Mars ». Lors de la Libération de Béziers la rumeur courut qu'un chef FFI voulait se saisir de 18 miliciens internés pour les exécuter sur le Champ de Mars. L'allusion au massacre du 7 juin était évidente et il fallut toute l'habileté et l'autorité du président du CLL, Malafosse*, pour éviter que la menace ne fût effectivement réalisée. Même si un certain flou demeura sur les conditions du combat de Fontjun, la presse n'hésita pas à le relater, ce qui contribua à ancrer les premières représentations de cette affaire. Les résistants qui dirigeaient la presse et la ville évoquèrent les héros de Fontjun et du Champ de Mars comme par exemple Joseph Lanet* en octobre 1944 (*Béziers libre. Organe officiel du comité provisoire de Libération*, 21 octobre 1944).



Béziers Libre, 21 octobre 1944

Cette mémoire s'enracine également de façon très rapide par la constitution d'un réseau de lieux symboliques. Le monument du col de Fontjun, non loin de Saint-Chinian, le mur des fusillés du Champ de mars à Béziers ainsi que les tombes, plaques et noms de rues qui s'imposent dans les villages dont étaient originaires les victimes. On trouve ainsi à Capestang, une place des Martyrs qui remplace la place Pétain dès le 8 novembre 1944. On trouve également une place Danton Cabrol, un quai Elie Amouroux ou bien encore une rue Maurice Sol dans la même commune où tous les fusillés et tués de juin 1944 sont honorés. Montady a procédé de même dans des quartiers récents et possède aussi un jardin de Fontjun. A Nissan, René Dez est commémoré par un square.

Lieux de mémoire du combat de Fontjun et de l'exécution du Champ de mars de Béziers :



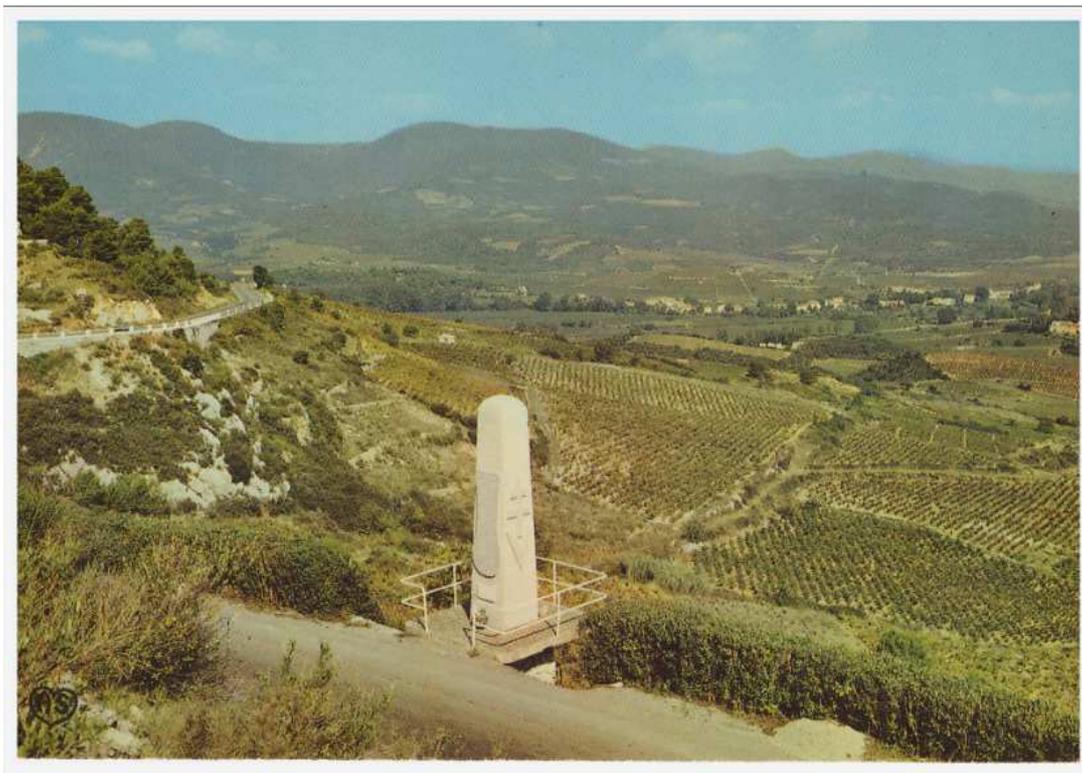
Monument du mur des fusillés au Champ de mars (place du 14 juillet) à Béziers (carte postale)



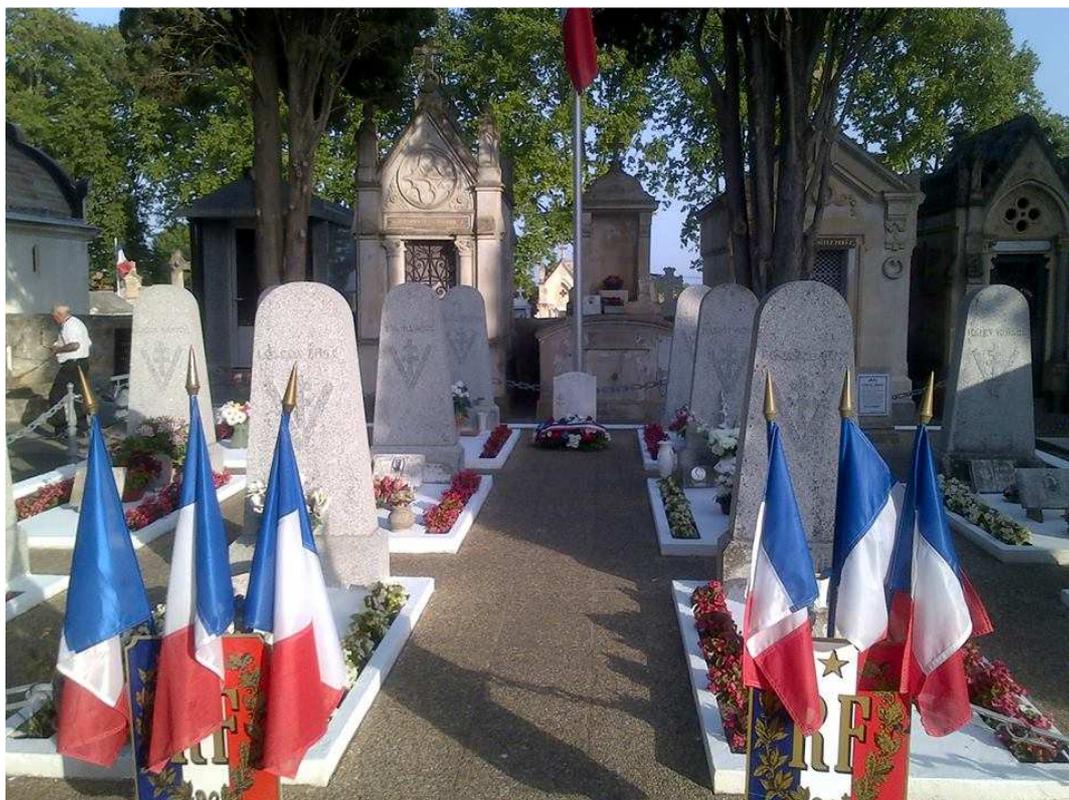
Le monument en 2010, surmonté de la statue de Jean Moulin avant que la place ne soit remaniée.



Inauguration du monument commémoratif au col de Fontjun, juin 1945



Le monument du col de Fontjun, carte postale non datée.



Le carré du cimetière de Capestang



Plaque du MLN dans le cimetière de Capestang



Le jardin de Fontjun à Montady



Inauguration d'une stèle devant la mairie de Montady le 7 juin 2015. (Midi Libre)



Stèle de Montady

Autres lieux de mémoire : place Danton Cabrol à Capestang, square René Dez à Nissan.

Les victimes :

Tués au combat à Fontjun (6 juin 1944) : BOUSQUET Maurice, CABROL Danton*, CABROL Paul, SÉGURET André, SOL Maurice.

Exécutées au Champ de Mars, à Béziers (7 juin 1944) : ALBERT Marc, AMOUROUX Élie, BAÏSSE Louis, BOURDEL Guy, BOUSQUET Marcel, CAUQUIL Roger, CAUX Louis, COMBET André, CROS Pierre, DEZ René, HUC Louis*, LOSCOS Émile, MALET Ignace, MASSAT Henri, MONTAGNE Salvador, QUIXALOS Joseph, TAIXE Juliette née CAUQUIL, VILLENEUVE Henri.

SOURCES : Arch. dép. Hérault 2147 W 169 Enquête sur l'exécution de Français à Béziers, le 7 juin 1944 par les autorités militaires allemandes. Liste Nominative et signalétique, notice individuelle d'identification CR, PV, instructions messages. — *Fontjun. Récit d'Antoine Colombié et de Pierre Sonnier Alias Pierre Noël*, Édition Puisserguier raconte ses mémoires, 2010. 36 p. — Joseph Mazeran, *La Tragédie de Fontjun, 6 juin 1944 : Une glorieuse et douloureuse page de la Résistance Française*, (Archives Jean Colombié). — Patrick Néolas, *La Résistance dans les hauts-cantons de l'Hérault (1940-1945)*, préface de Jules Maurin, Montpellier, Odyssée, 1995, 112 p. — Classe de 3^e B du collège La Devèze de Béziers, *Pour se souvenir de Fontjun*, concours national de la Résistance et de la Déportation (Archives Jean Colombié).

Richard VASSAKOS

* * *
*

NOTES DE LECTURE :

Suzana DUKIC, *L'immigration en Languedoc-Roussillon du XIX^e siècle à nos jours*, Canet, Trabucaire, 2014, 174 p., 15€

Ce petit ouvrage publié par Suzana Dukic vient combler un vide dans l'historiographie en brossant un tableau général des migrations contemporaines en Languedoc-Roussillon. Réduit par la taille, l'ouvrage est dense par la quantité d'informations qu'il apporte et par la qualité du tableau de synthèse qu'il brosse. Dans l'atmosphère de repli identitaire et de frilosité politique qui traverse l'Europe en général, et singulièrement une bonne partie du Midi méditerranéen, cet opuscule vient à point nommé rappeler quelques évidences factuelles quant à la constitution démographique du Languedoc-Roussillon durant les deux derniers siècles.

Suzana Dukic, historienne de formation est chercheuse à l'ISCRA-Méditerranée¹ depuis 2005 et chargée de cours dans des Instituts de Travail Social. Ses champs de recherche sont l'histoire de l'immigration et les politiques publiques de la mémoire et de lutte contre les discriminations. L'origine de son travail plonge ses racines dans un programme de recherche national décliné à l'échelle des 22 régions métropolitaines, lancé à l'occasion de l'inauguration de la Cité Nationale de l'Immigration de la Porte Dorée en 2007. Ce travail a été réalisé sous la maîtrise d'œuvre de Gérard Noiriel. Ces différentes études avaient pour but de produire des

¹ Institut Social et Coopératif de Recherche Appliquée

outils tels que des bibliographies, des inventaires d'archives et surtout une synthèse historique à destination du grand public, dont le livre de Suzana Dukic est l'aboutissement.

De fait, l'objectif est atteint car l'ouvrage est un outil précieux et une sorte de manuel de base pour quiconque souhaite s'informer ou travailler sur la question. Pourtant, un tel ouvrage relevait presque de la gageure. En effet, les lacunes de l'historiographie, les points aveugles de la question étaient autant de défis à relever. La question du genre dans les migrations est par exemple un champ peu étudié. En outre, les travaux existant se révèlent hétérogènes avec beaucoup d'œuvres de géographes et de nombreuses monographies qui donnent à voir un kaléidoscope de situations. Néanmoins l'auteur a su braver ces difficultés pour rendre un portrait cohérent de l'immigration dans la région.

Parmi les caractéristiques principales de ce processus on retrouve l'afflux d'une main d'œuvre essentiellement destinée au travail de la terre et donc déconnectée d'un rythme national souvent calqué sur le tempo de la révolution et de la production industrielle. Si cela n'est pas contestable, on peut toutefois rappeler, pour nuancer ce point, que la monoculture viticole est intimement liée à la consommation exponentielle issue de ces changements sociaux économiques du XIX^e siècle. Tout au long du livre des tableaux statistiques étayent la démonstration et précisent les chiffres. Suzana Dukic s'attache également à montrer les différents ressorts des migrations en n'oubliant pas de faire allusion aux migrants de l'intérieur : « les gavachs ». Les réseaux qui se mettent en place sont mis en évidence avec des exemples comme celui des « migrants de la faim » à Sète en 1873. Cependant, si les Italiens sont évoqués par cet exemple, l'un des traits saillant de l'immigration mis en évidence est la prégnance pendant au moins un siècle et demi de l'immigration espagnole dont on a pu voir des réminiscences avec la crise économique de 2008.

La crise démographique qui résulte de la Grande Guerre fait de la région un pôle national de l'immigration. Les arrivées se diversifient avec par exemple l'emploi de nombreux polonais dans les mines sous l'impulsion des pouvoirs publics qui organisent ces venues. De la même façon, de la main d'œuvre venue de l'empire colonial s'installe durablement. Les grandes vagues du milieu du XX^e siècle, la *Retirada* et la Seconde Guerre, font l'objet d'un chapitre entier tout comme les évolutions des Trente glorieuses qui voient l'arrivée de nouveaux immigrants comme les Portugais puis les Nord-Africains. Le contexte de la guerre d'Algérie n'est pas occulté avec notamment l'évocation de la question des Harkis. Le livre se termine sur les mutations récentes et sur l'ethnisation de la question migratoire. Cette dernière partie du livre se teinte fortement de sociologie et aborde la question des discriminations au temps présent.

Tout au long de son travail Suzana Dukic met en évidence le poids des tensions, des rejets, des discriminations dont les populations immigrées font l'objet, du massacre des Italiens d'Aigues-Mortes en 1893 à la xénophobie anti-maghrébine en passant par la peur du rouge espagnol en 1939 ou les dénaturalisations de Vichy. Les replis xénophobes des années 1930 ou plus récents sont reliés aux crises économiques et sociales mais l'auteur en montre aussi les différences. Ce travail s'inscrit donc dans les thèmes de recherche les plus récents et fournit des instruments importants pour tout chercheur ou citoyen qui voudrait se documenter. D'ailleurs, outre les statistiques, l'ouvrage comporte une bibliographie de près de trente pages qui dresse ainsi l'état des connaissances sur la question.

Richard VASSAKOS

BIOGRAPHIES :

PERRUTEL Marceau [alias DURAND dans la Résistance]

Né le 4 octobre 1908 à Castelnaudary (Aude) ; mort exécuté sommaire le 6 août 1944 à Millau (Aveyron) ; ouvrier du bâtiment (plâtrier) ; militant communiste et syndicaliste (CGT) de l'Aude ; militant communiste clandestin de l'Aude, de l'Hérault puis de l'Aveyron ; résistant (FTPF) de l'Aude puis de l'Aveyron.



Marceau Perrutel. Archives départementales de l'Aude

Marceau Perrutel était natif de Castelnaudary, mais sa famille était domiciliée à Carcassonne. Fils de Jean Perrutel, cultivateur âgé de trente-quatre ans en 1908, et de Mathilde, Hortense Graves, sans profession, âgée de vingt-quatre ans en 1908. À cette date, ses parents étaient domiciliés rue de la Balle à Castelnaudary. Il se maria le 11 février 1928 à Carcassonne avec Filiberta, Rose Gil. Celle-ci était domiciliée en 1944-1946 au 103 faubourg Figueroles, à Montpellier (Hérault).

Marceau Perrutel se confond peut-être avec Perrutel M.* ouvrier du bâtiment syndiqué à la CGT et responsable, en 1938, de la section communiste de Cerdagne (Pyrénées-Orientales), à Font-Romeu, dans le département voisin. En 1939, il était un militant communiste et syndicaliste de Carcassonne.

À partir de 1940, il milita dans le parti communiste clandestin de l'Aude. Il fut ensuite envoyé en 1941 par le PC à Montpellier où il s'occupa d'une imprimerie clandestine. De retour à Carcassonne, il fut chargé des FTPF « légaux » et s'occupa de sabotages. Menacé il se réfugia dans les Pyrénées-Orientales où, selon certaines sources, il aurait rejoint un maquis de ce département (mais il n'apparaît jamais dans les noms de maquisards FTPF de ce département) et fut affecté dans l'Aveyron, à la fin de 1943 en qualité de commissaire aux opérations régional des FTPF (région Tarn-Aveyron) affecté à un secteur. Sa femme demeurée à Montpellier était devenue un agent (courrier) de liaison interrégional. Il intégra le maquis d'Ols (4201^e compagnie des FTPF), à l'ouest du département mis en place par Georges Delcamp*, François Vittori alias commandant Marc*, chef du maquis d'Ols (Aveyron), François Marty*.

Chef de camp, Perrutel mena des opérations spectaculaires comme, le 26 mars où, à la tête d'un groupe de cinq hommes, il fit dévaler, à reculons depuis le col de la Garde (ligne de Béziers, Hérault, à Neussargues, Cantal, au nord de Séverac), un train qui dans sa course détruisit des aiguillages en gare de Séverac-le-Château (Aveyron) et provoqua deux jours d'interruption du trafic. Après une tentative de la 4201^e compagnie des FTPF qui échoua le 26 février 1944, treize internés politiques enfermés à la prison de Villefranche-de-Rouergue (Aveyron) — parmi eux, Louis Odru* de Nice, et Gustave Fournier* cheminot de Montpellier qu'il avait bien connu pendant son séjour clandestin au chef-lieu de

l'Hérault — furent libérés les 6 et 7 juin 1944, après une intervention du maquis auprès de la direction. Les prisonniers intégrèrent le maquis FTPF le 10 juin, le jour où Perrutel, chef de camp, le quitta après un « échec » et pour se « revaloriser comme chef de groupe » [selon Bouladou, *op. cit.*, p. 373] — pour aller rejoindre le maquis de Coudols (4205^e compagnie des FTPF), dans le sud Aveyron. Ce maquis — qui prit le nom d'Alfred Merle* (1884-1944, fondateur de Combat à Millau, arrêté le 6 février 1944 à Millau et mort sous la torture de la Sipo à Rodez le 11 février — avait été fondé au début d'avril 1944 par des communistes de Millau et d'autres localités du sud Aveyron ou venant du maquis d'Ols. Ses effectifs doublèrent entre avril et juin 1944, passant de trente à soixante, parmi lesquels des étrangers : Polonais (venus du bassin houiller de Carmaux, Tarn), Russes et Allemands. Son PC était implanté dans une bergerie de Coudols, au sud du haut plateau du Lévézou, entre Millau et Rodez, limité au nord par la vallée de l'Aveyron et au sud par celle du Tarn

Marceau Perrutel devint bientôt l'un des cadres du maquis Alfred-Merle de Coudols. Le 26 juin, il participa à la tentative d'enlèvement du maire, réputé « collaborateur », de Saint-Léons-en-Lévézou qu'il devait, avec son groupe, ramener au maquis. Mais le maire, sa femme et sa fille armés de revolvers se défendirent. Un maquisard du groupe de Perrutel fut légèrement blessé au front. Le 29 juin, Perrutel dirigea l'embuscade de Viarouge, sur la RN 111 (aujourd'hui RD 911) reliant Rodez à Millau, à quatre kilomètres de ce village et à huit de Pont-de-Salars, en plein cœur du Lévézou. Une ligne téléphonique avait été précédemment coupé par les maquisards qui attendaient l'arrivée d'un détachement allemand dépêché pour la réparer. L'objectif était de s'emparer d'armes. Les deux groupes commandés par Perrutel comprenaient vingt-et-un hommes. Le détachement allemand protégeant les réparateurs de la ligne était estimé à dix-neuf hommes. Le combat dura une demi-heure. Un adjudant allemand fut tué ainsi qu'un maquisard, le Polonais Marius âgé de dix-huit ans. Trois autres maquisards furent blessés dont le Polonais Jean Kot alias « Katamount » gravement atteint à un œil qui fut soigné par le docteur Amans maire de Pont-de-Salars puis opéré par le docteur Caussat à Saint-Affrique (Aveyron). L'arrivée d'un deuxième camion de soldats allemands provoqua le décrochage du groupe de Perrutel et l'empêcha de récupérer les armes. Les Allemands se vengèrent en prenant en otage les habitants des villages de Pont-de-Salars et de Prades-Salars. Le chef de la Sipo de Rodez, Böttger et le colonel Von Bassompierre exigèrent la dénonciation des maquisards de Perrutel et la livraison de Juifs supposés résider dans ces villages. Les maires des deux communes, le docteur Amans et Séguret s'offrirent en otages. Finalement les Allemands qui ne trouvèrent personne prirent cinq otages qui furent pour quatre d'entre eux envoyés en Allemagne au STO. Le cinquième fut déporté. Ce combat fit, vingt ans plus tard (1964) l'objet d'une polémique dans la presse. Raymond Fournier alias « Charles »*, chef des FTPF de l'Aveyron (coupures reproduites in Bouladou, {*op. cit.*,} 2006, pp. 368-369) dut faire une mise au point afin de défendre les FTPF accusés d'avoir failli provoquer la destruction de deux villages et de leur population.

Le 26 juillet 1944, Perrutel et deux autres maquisards, Henri Froment* de Millau et René Verdier* d'Onet-le-Château (Aveyron), tentaient de provoquer la désertion d'un groupe d'Arméniens (Ost Legion) de la garnison allemande de Millau. Dénoncés par un maquisard transfuge (« Marcel » ou « Ramon », matricule 41900 des FTPF), puis reconnus par lui, ils furent arrêtés par la Sipo-SD de Millau, sur les rives du Tarn, à Millau-Plage, alors qu'ils s'apprêtaient à prendre en charge les déserteurs arméniens. Le 27 juillet, conduits par le traître Marcel, les Allemands attaquèrent un groupe du maquis Alfred-Merle cantonné à la bergerie de l'Ourtiguet près de Viala-du-Tarn (Aveyron). Six des dix maquisards furent exécutés par les Allemands, les quatre autres ayant réussi à s'enfuir.

Perrutel, Verdier* et Froment* enfermés dans les caves de l'hôtel de la Compagnie du Midi, près de la gare SNCF, furent interrogés par la Sipo et sauvagement torturés. Ils furent exécutés le 6 août 1944, près du ruisseau de la Borie Blanche, au lieu-dit les Canabières, en haut de la côte du Crès (sur le territoire de la commune de Millau, au nord de la ville). Les corps mutilés, les mains liées dans le dos, furent retrouvés le 8 août par D. Cacho, berger de la métairie de la Borie Blanche. Le registre de l'état civil de Perrutel signale que le décès constaté le 8 août 1944 paraît remonter au 6. L'identité présumée du défunt, un « jeune homme de 20 ans (sic) environ vêtu d'un complet bleu marine à rayures contenait une lettre écrite au crayon destinée au père de la victime et signé PERRUTEL Marceau matricule FFI 41 102 ». Le 10 août, plusieurs milliers de Millavois bravèrent la présence allemande lors des obsèques de leur concitoyen Henri Froment* compagnon de Perrutel.

Marceau Perrutel fut inhumé à Carcassonne au cimetière Saint-Michel (carré 22, tombe 68). Son nom figure sur le monument commémoratif du haut du Crès, aux côtés de ceux de Froment* et de Verdier. La stèle porte l'inscription suivante : « Pour que vive la France, ici sont tombés lâchement torturés et assassinés par les Allemands les FTPF Marceau Perrutel Henri Froment André [pour René] Verdier Français souvenez-vous ». Son nom figure aussi sur le monument mémorial de Sainte-Radegonde (Aveyron) (*{ Voir }* « Sainte-Radegonde. Champ de tir (17 août 1944) »)* et sur le monument aux morts de Montpellier (Hérault). Il existe une rue Marceau-Perrutel à Carcassonne et une place Marceau-Perrutel à Castelnaudary.↵

Voir Millau. La Borie Blanque, 6 août 1944 (ou 5 août selon certaines sources)*.

SOURCES : DAVCC, Caen, dossier 21 P 267871. — Julien Allaux, *La 2^e Guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Éditions du Sapin, 1986, 254 p. [p. 151]. — Gérard Bouladou, *Les maquis du Massif Central méridional 1943-1944. Ardèche, Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Tarn*, Nîmes, Lacour Rediviva, 2006, 617 p. [pp. 371-376, pp. 377-378, p. 418, p. 420]. — Christian Font, Henri Moizet, *Maquis et combats en Aveyron. Opinion publique et Résistance. Chronologie 1936-1945*, Rodez & Toulouse, ONAC Aveyron, ANACR Aveyron, CRDP Midi-Pyrénées, 2^e édition, 2001, 412 p. [pp. 223-224 ; 276 ; 277-278 ; 311-312 ; 323-324]. — Christian Font, Henri Moizet, *Construire l'histoire de la Résistance. Aveyron 1944*, Rodez & Toulouse, CDDP Rodez, CDHIP Rodez, CRDP Midi-Pyrénées, 1997, 343 p. [pp. 153-155 ; p. 183 ; pp. 184-185 (lettre de Marceau Perrutel à sa famille), p. 349]. — Raymond Fournier*, *La fin du Geste* (roman sur la résistance rouergate), Rodez, Éditions Jeanne Saintier, 1947 ; *La ronde de la mort*, Rodez, Subervie, s.d. [1950], 64 p. [pp. 2-3] ; *Terre de combat. Récits sur la résistance*, Ille-sur-Têt, Maury imprimeur, 1973, 344 p. — Site Aveyron résistance consulté le 7 août 2016 [Le site attribue à Perrutel le prénom de « Marcel »]. — MemorialGenWeb consulté le 26 février 2016 et le 27 août 2016. — État civil de Castelnaudary, acte de naissance de Marceau Perrutel et mention marginale.

André BALENT

*

BLÉSY Louis. Pseudonyme dans la Résistance : colonel Pierre GRANVILLE

Né le 26 juillet 1910 à Béziers (Hérault), mort le 7 juin 2004 à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ; ornemaniste ; militant communiste ; résistant dans le Languedoc ; compagnon de la Libération.



Louis Blésy. Collection privée René Gilli

Fils d'un ouvrier du bâtiment, Louis Blésy fit des études primaires et devint ornemanaliste. Appelé de la classe 1930, Louis Blésy fut incorporé au 150^e régiment d'infanterie en octobre 1931 et nommé caporal au cours de son service. Il fut affecté au 6^e régiment de tirailleurs marocains.

Adhérent des Jeunesses communistes en 1932, Louis Blésy assumait en 1933 le secrétariat des JC pour la région Gennevilliers-Asnières-Villeneuve-la-Garenne. Chômeur, il organisa des « Marches de la faim » et fut délégué au Bureau international du Travail à Genève pour y représenter les jeunes chômeurs de la région parisienne. Membre du Parti communiste, il dirigea en 1935 les colonies de vacances de Gennevilliers, le Patronage municipal et la Maison pour tous de Gennevilliers. En 1936, il participa aux grèves et, l'année suivante, appartint à la direction du Parti pour Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne (Seine) et fut responsable de l'hebdomadaire *Le Travailleur de la banlieue Ouest*.

Au cours des années 1937, il organisa la solidarité pour l'Espagne républicaine, se porta volontaire mais ne fut intégré aux Brigades internationales qu'en décembre 1937. Il devint commissaire de compagnie à la 14^e Brigade et participa à la bataille de l'Èbre.

De retour en France pour effectuer une période de réserve en septembre 1938, il épousa Andrée Saladini, responsable régionale des Jeunes Filles de France puis, fin 1938, organisa et dirigea la colonie de cinq cents femmes, enfants, vieillards espagnols de Cormont et Granville mise à la disposition des réfugiés par la ville de Gennevilliers. Mobilisé le 3 septembre 1939 au 6^e régiment de tirailleurs marocains, il servit dans la Somme, le Nord, la Belgique et fut fait sergent. Blessé au Marais de l'Homme dans le Nord, il fut hospitalisé à Lille. Fait prisonnier à Lille le 25 mai 1940, il s'évada, après deux tentatives, le 19 février 1941, de Veren, Stalag XB Numburg (Hanovre) et rejoignit sa femme, déjà recherchée par la police de Vichy, à Arcachon puis, ils passèrent la ligne de démarcation vers Langon et gagnèrent Montpellier où Louis Blésy fut démobilisé.

Ayant rejoint la Résistance, Louis Blésy devint responsable du Front national pour l'Hérault en mars 1942, puis pour l'Aude, le Tarn, l'Aveyron. Commandant militaire des FTPF pour Hérault et Aude en 1942-1943, commandant militaire début 1944 de six départements constituant la R 2 Provence de septembre 1943 à la Libération. Ses troupes participèrent à de nombreuses opérations comme l'attaque des dépôts d'habillement de Mazamet, les sabotages des lignes Bédarieux-Béziers, les expéditions punitives contre l'indendant Marty à Montpellier, attaque de convois à Aix, au Perthuis, à Draguignan, attaques de la prison de Chave à Marseille et de la forteresse de Sisteron. En mai 1944, ses six mille FFI contrôlaient les territoires des actuelles Alpes de Haute-Provence. Il participa à la libération de Marseille (23-27 août 1944) et plaça ses FFI à la disposition du général de Montsabert pour réduire les derniers îlots tenus par les Allemands à Marseille. Le général de Gaulle le fit Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945.

Lieutenant-colonel FFI, il fut intégré dans l'armée active avec le grade de capitaine. Il fut commandant de compagnie au 32^e bataillon d'infanterie et au 152^e régiment d'infanterie de Colmar. Mais entre-temps, Louis Blésy fut affecté, comme capitaine au cabinet ministériel de Charles Tillon, ministre de l'Armement. En décembre 1946, il fut affecté au cabinet du ministre de la Défense nationale. Il fut honoré de plusieurs décorations à titre militaire dont celle de la Légion d'honneur en janvier 1945 et de la Croix de guerre avec Étoile d'argent.

Mis en 1952 en situation de non-activité par mesure disciplinaire et rendu à la vie civile, L. Blésy prit, en octobre de la même année, la direction de l'Avenir Social, à la Villette-aux-Aulnes (Seine-et-Marne), ancien Orphelinat ouvrier créé en 1906 par Madeleine Vernet* et devenu Maison des enfants de fusillés et victimes de guerre. Il demeura directeur de cet établissement pendant quatorze ans puis fut appelé à la direction du Centre de soins de la SNIAS à Châtillon-sous-Bagneux et le demeura jusqu'à sa retraite en 1974.

Co-président, avec Rol Tanguy* de l'AVER et président du comité départemental des anciens combattants de la Résistance de la Seine-Saint-Denis, L. Blésy, retraité, vécut à Sevran (Seine-Saint-Denis). En 1981, à la demande du ministre de l'Éducation nationale, l'ANACR le désigna pour siéger au Jury national du concours de la Résistance.

Toujours domicilié à Sevran (Seine-Saint-Denis), il fut enterré à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) le 10 juin 2004.

ŒUVRE : *La Résistance à Sevran*, Édition Municipalité de Sevran-ANACR, 1989.

SOURCES : Arch. AVER — Arch. RGASPI 545.6.44. (Moscou). — J. Delperrie de Bayac, *Les Brigades internationales*, Fayard, 1968, pp. 391, 396. — Notes et documents apportées par Louis Blésy en octobre 1984. — Presse.

Rémi SKOUTELSKI

VASSAILS Gérard

Né à Saint-Estève (Pyrénées-Orientales) le 16 décembre 1910, mort le 18 mai 1994 à Laroque-des-Albères (Pyrénées-Orientales) : professeur de physique en lycée, puis à l'Université (Tananarive, Madagascar) ; Perpignan) ; spécialiste de physique théorique ; chercheur au CNRS ; épistémologue ; militant communiste ; militant syndicaliste (SNES) ; militant catalaniste dans les années 1930, puis à nouveau dans les années 1970 et 1980 ; militant de l'Union rationaliste.



**Gérard Vassails (1910-1994), Paris, années 1950. Archives privées Louise Vassails.
Reproduction et retouches André Balent**

Gérard Vassails naquit à Saint-Estève localité proche de Perpignan qui, au début du siècle n'était qu'un village agricole avec un terroir mixte occupé par les cultures maraîchères et fruitières dans sa partie irriguée et la vigne. Son père, Jean, Antoine, Pierre Vassails, était né le 3 novembre 1872 à Elne (Pyrénées-Orientales), un gros bourg du sud du Roussillon. Il exerçait la profession de tailleur de pierres. À sa naissance, sa mère, Florentine, Thérèse, Marguerite Figueres, couturière, filles d'agriculteurs propriétaires, était née le 8 septembre 1874 à Saint-Estève. Elle était couturière. Elle fut parmi les premières filles des Pyrénées-Orientales qui obtinrent le certificat d'études primaires. Le couple s'installa à Saint-Estève après leur mariage dans cette commune le 8 décembre 1908. Gérard Vassails avait deux sœurs. Jeanne née le 9 janvier 1912 à Saint-Estève, institutrice dans les années 1930 et jusqu'en 1946, devint ensuite professeure des collèges d'enseignement technique. Elle avait épousé en 1935 Achille Llado*, instituteur socialiste, pivertiste, puis communiste de 1944 à 1956, ami très proche de Louis Torcatis*. Denise* née le 23 février 1915 à Saint-Estève fut, elle aussi, institutrice. Militante communiste, elle était en poste, dans les années 1950, à Néfiach (Pyrénées-Orientales).

Son père fut mobilisé en août 1914 dans un régiment territorial. Démobilisé en 1916, il revint très amoindri de la guerre et, d'après son fils, mourut le 15 décembre 1930 « des suites de la guerre mondiale ». En effet, blessé à Suzanne (Somme) le 10 août 1916, il fut frappé par une hémiparésie droite accompagnée d'une « hémisthésie superposée » et de dysenterie. Plusieurs fois déclaré réformé temporaire entre le 15 mars 1918 et le 1er mai 1919 par diverses commissions de réforme (Montpellier, Béziers, Perpignan) on lui reconnut une autre pathologie, une psychonévrose en évolution aggravée. Finalement il fut déclaré réformé définitif le 18 mai 1919 à Béziers. Sa paralysie partielle devint une hémiplégie totale après un accident vasculaire cérébral. Un éclat d'obus s'était logé dans sa tête, entraînant un long coma. Il avait été ramassé parmi les morts du champ de bataille. La commission de réforme de Perpignan lui accorda une pension à 70 % le 8 décembre 1918, taux qui fut porté à 95 % par celle de Béziers le 4 avril 1922. Son hémiparésie avait rendu sa marche difficile. Ses enfants furent déclarés pupilles de la nation (Gérard par le tribunal civil de Perpignan le 5 mai 1919). Pacifiste, il transmet ses convictions à son fils qui put donc constater les conséquences de la guerre sur

l'état physique et mental de son père. Gérard Vassails conçut, donc, dès son enfance un profond dégoût de la guerre et devint plus tard antifasciste. En effet, il pensa bientôt que le fascisme et le nazisme ne pouvaient conduire qu'à la guerre. C'était, comme il le dit dans le témoignage recueilli en 1977 par Pierre Grau et publié dans son article (*op. cit.*, 2001), « un radical de gauche » qui appliquait « ce qu'on appelait la discipline républicaine » qui pouvait « voter pour la SFIO [le parti largement majoritaire à Saint-Estève avant 1914 et pendant l'entre-deux guerres] (...) quand il n'y avait pas de candidat radical ». Vassails, homme de gauche dès son adolescence, ne semble pas avoir adhéré à un parti avant 1944. Sa haine de la guerre n'en fit cependant pas un pacifiste intégral. « Contre le fascisme, il faut en découdre. Il faut s'y mettre tous. On ne peut pas accepter une chose pareille » (témoignage recueilli par Pierre Grau en 1977, (*op. cit.*, 2001).

Boursier, Gérard Vassails put entrer comme interne à l'école primaire supérieure de Prades (Pyrénées-Orientales). Il y prépara le concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs de Perpignan. Il était de la même promotion que Joseph Medina* et Fernand Villacèque* avec qui il partagea des convictions catalanistes. Bon élève il put préparer le baccalauréat. Une bourse lui permit de suivre des études de Physique à la faculté des sciences de Montpellier (Hérault). Maître d'internat, il put préparer la licence de physique puis, en 1935, l'agrégation où il fut reçu parmi les premiers.

Le 21 octobre 1935, Gérard Vassails intégra le 81e RI (régiment d'infanterie) en garnison à Montpellier afin d'effectuer son service militaire. Mais, à partir du 28 octobre, il suivit les cours de l'école de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) où, le 28 avril 1936, il devint sous-lieutenant de réserve. Il fut affecté au 27e RTA (régiment de tirailleurs algériens) en garnison à Avignon (Vaucluse), Arles (Bouches-du-Rhône) et Tarascon-sur-Rhône (Bouches-du-Rhône). Le 15 octobre 1936, il fut officiellement rendu à la vie civile.

À la rentrée scolaire de 1937, il fut affecté sur son premier poste de professeur de physique et de chimie au lycée de garçons de Bastia. Mais, dès 1938, il obtint au lycée de Montpellier un poste qu'il occupa jusqu'en 1946. Mobilisé le 27 août 1939, il était « aux armées » le 2 septembre. Promu lieutenant de réserve le 11 septembre 1939, il fut affecté au dépôt de chars de combat 147. Fin mai ou début juin 1940, chasseur alpin, il fut affecté au corps expéditionnaire à Narvik (Norvège). À partir du 20 juin, il retourna en France via l'Angleterre, le Maroc et l'Algérie. Il fut libéré de ses obligations militaires par le centre démobilisateur de Grenoble (Isère) le 9 septembre 1940. Il put donc effectuer la rentrée des classes à Montpellier en octobre 1940.

Habitant une ville où la Résistance fut bien implantée dans les milieux universitaires, où des élèves de son lycée agirent clandestinement au Front national ou, le plus souvent, au sein du mouvement Combat puis des groupes francs (*Voir Marres Louis**, *Migliario Raymond**, *Pitangue Jean-Marie**), Gérard Vassails ne fut jamais un résistant actif. Un éventuel engagement résistant aurait pu être consigné sur sa fiche du registre matricule de l'Armée, ce qui ne fut pas le cas. Peut-être, pour cette raison, devint-il, après la Libération, un militant communiste qui, néophyte, manifesta un zèle intransigeant ?

Cette année-là (1946), il obtint une mutation, à la rentrée d'octobre, pour le lycée Michelet à Paris. Il fut ensuite professeur au lycée Voltaire. Il enseigna dans les classes préparatoires aux grandes écoles du lycée Saint-Louis. En 1948, il soutint une thèse de doctorat ès sciences physiques (*Recherches sur les gros ions dans les gaz*) à la faculté des sciences de Paris. Sa thèse fut proposée et dirigée par 'un de ses anciens professeurs d'agrégation de Montpellier muté à Paris, Jean Cabannes.

À partir d'octobre 1949, Vassails devint attaché de recherches au CNRS à l'institut Henri-Poincaré, collaborant avec Georges Teissier, côtoyant Louis de Broglie (prix Nobel de physique 1929) et Louis Néel (prix Nobel de physique 1970). À partir de 1960, il enseigna les sciences physiques à l'université de Tananarive (Madagascar). Il en devint le doyen en 1969. À Madagascar, il se lia d'amitié avec un collègue, Simon Ayache, proche du PCF. À Madagascar, il s'opposa, avec sa seconde épouse, au régime du président Tsiranana et put publier dans *La Croix* des articles hostiles à ce dernier. Le gouvernement de Madagascar ne renouvela pas son contrat. En 1973 il prit donc sa retraite et revint vivre dans son Roussillon natal, s'installant à Laroque-des-Albères. De 1973 à 1979, cependant, il fut chargé de cours à l'université de Perpignan où il donna des cours sur l'épistémologie et l'histoire des sciences.

Nous ignorons si Vassails adhérait à un syndicat avant 1939. Après la Libération, et jusqu'en 1949, date de son accession au CNRS, il fut un actif militant du SNES dont il fut membre titulaire de la commission exécutive en 1946 et membre suppléant en 1947. Il publia des articles dans *L'Université*

syndicaliste, l'organe du syndicat : « Recherche et enseignement scientifique », dans le numéro 34 du 15 février 1947 ; et un compte-rendu du *Congrès des humanités scientifiques* de mai 1947. Nous ignorons s'il fut syndiqué lorsqu'il était au CNRS. Mais c'est plus que vraisemblable car la première partie de ses activités dans cet organisme coïncida avec l'activisme idéologique qui caractérisa son engagement communiste jusqu'à sa rupture avec le parti. Il se devait donc d'adhérer, comme ses pairs, au SNCS-FEN (Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche, affilié à la FEN, mais contrôlé étroitement par les « cégétistes »).

Gérard Vassails se maria une première fois le 30 mai 1936 à Montpellier avec Laure, Madeleine Fortuné dont il eut deux filles, Alice et Colette. Le divorce fut prononcé le 20 juin 1956 par le tribunal civil de Paris. Il se remaria le 12 juillet 1962 à Tananarive avec, Louise Ravahoseheno anesthésiste à l'hôpital de cette ville, dont il eut une fille, Volona Muriel née en 1963 — qui vit aujourd'hui (2016) Haute-Garonne — et deux garçons, Rodolphe (né le 5 décembre 1966 à Madagascar, il fit des études de physique à Jussieu, employé de banque à Luxembourg) et Guillem (né le 15 avril 1979 à Perpignan, artisan et musicien).

L'engagement politique et associatif de Gérard Vassails qui fut étroitement lié à ses préoccupations intellectuelles, comprend trois volets principaux : le catalanisme, constant des années 1930 aux années 1980, avec deux temps forts, de 1936 à 1939 et dans les années 1970 ; le communisme — il adhéra au PCF à la Libération — qui fut un moment d'une rare intensité pendant lequel il défendit avec passion les théories staliniennes en matière de science et de culture et qui se termina par une rupture fracassante sans doute en 1956 ; le rationalisme et la Libre pensée, toujours présents dans son corpus idéologique mais qui se manifestèrent par un engagement plus visible au sein de l'Union rationaliste dans les années 1960.

Gérard Vassails ne connut pas avant l'âge de six ans d'autre langue que le catalan, dans sa variante dialectale roussillonnaise ; il apprit le français à six ans « à l'école comme 98 % des gosses de ce pays ». Ce fut lorsqu'il était élève à l'EPS de Prades qu'il commença à manifester de l'intérêt pour la langue catalane. Son « correspondant » à Prades, M. Maurin lecteur de livres en catalan lui communiqua son intérêt. Il acheta des livres écrits dans cette langue et enrichit sa connaissance de la langue au contact d'internes de l'EPS originaires de Cerdagne dont la variante dialectale diffère du roussillonnais. Il écrivit ses premières poésies en catalan. Étudiant à Montpellier, il adhéra à L'Alsina, une association de Catalans des Pyrénées-Orientales résidant à Montpellier dont il fit partie du bureau. L'Alsina avait été fondée par Jean Amade, professeur à la faculté des Lettres. À son contact, il découvrit, le catalan littéraire et des œuvres de meilleure qualité que celles acquises à Prades. Il fréquenta les étudiants occitans du Nouveau Languedoc, association régionaliste dont les buts allaient au-delà de l'action culturelle pour aborder des thématiques politiques. En 1937, alors qu'il résidait à Bastia, il adhéra au mouvement catalaniste Nostra Terra fondé en 1936 par le Vallespirien de Palalda Alfons [Alphonse] Mias. Cette adhésion se fit par l'intermédiaire de Pierre Trilles, un Capcinois, professeur de physique comme lui. Il connaissait bien, aussi, Joseph Medina*, l'un des principaux militants du mouvement. La lecture du bulletin de l'association lui permit de connaître et d'assimiler les nouvelles normes orthographiques du catalan mises au point en 1913 par le Barcelonais Pompeu Fabra. Il lut assidûment des livres et des journaux en catalan qui lui permirent de maîtriser la langue écrite. Mais Nostra Terra rassemblait des individus dont les affinités politiques étaient diverses. Le groupe ne put de ce fait survivre à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale. Vassails repoussa d'emblée, à la différence de son collègue Henri Guiter, les avances allemandes. En effet, Pierre Grau (*op. cit.*, 2001) a interviewé Gérard Vassails en février 1977 à propos des contacts tentés en 1941 (avant juillet) par l'Allemagne nazie avec Nostra Terra, le mouvement catalaniste de la Catalogne du Nord (les Pyrénées-Orientales). Il a publié ce témoignage en l'accompagnant d'une introduction et d'un appareil de notes critiques qui permettent de contextualiser les faits. Enric [Henri] Guiter, son collègue du lycée, professeur de physique et de chimie à Montpellier comme lui, et adhérent de Nostra Terra comme lui, vint le trouver (premier semestre de 1941) avec un émissaire du ministère des Affaires étrangères du Reich qu'il reçut chez lui, rue du Courreau. Guiter, homme de droite, était favorable à la poursuite des contacts avec les Allemands. Mais Vassails, homme de gauche, révolté par le nazisme, fit savoir qu'il n'y était pas favorable. La tentative fut sans lendemain.

Après la guerre, Vassails, militant zélé du PCF, mais résidant à Paris, ne put consacrer beaucoup de temps à son attrait pour la culture catalane. Toutefois, de retour dans son Roussillon natal à l'occasion

des vacances, nous savons qu'en 1953, accompagné par sa sœur et son beau-frère (Achille Llado*), il rendit visite à son domicile à Saillagouse, en Cerdagne, à Antoine Cayrol* militant communiste en vue qui était en train de devenir, sous le pseudonyme de Jordi Pere Cerdà un des grands écrivains catalans de la seconde moitié du XXe siècle. Cayrol expliqua (*op. cit.*, p. 153) qu'il participa aux travaux des champs, aidant à charger une charrette de luzerne. En outre, dans *Le Travailleur Catalan* (hebdomadaire de la Fédération des Pyrénées-Orientales du PCF) du 28 août 1954, Vassails publia, sous le pseudonyme de Joan Valmanya (sic), une poésie catalane, « Cantarelles d'una ascenció » qui fait clairement allusion au drame que vécut Valmanya, un village du massif du Canigou (*Voir Valmanya (Velmanya)* (1-3 août 1944) victime des Allemands et de la Milice. Lorsqu'il vécut à Madagascar, il revenait souvent dans la région parisienne à son appartement qu'il avait conservé 29, avenue Gabriel Péri à Vincennes (Seine/Val-de-Marne), mais de 1956 à 1963, il revenait passer une partie des vacances à L'Escala (province de Gérone), port de la Costa Brava proche de Perpignan, mais de l'autre côté de la frontière ce qui lui permettait aussi de maintenir le contact avec la catalanité. Tout en demeurant à Madagascar, Gérard Vassails donna son adhésion, au moins à partir de 1966, à la nouvelle entité culturelle catalane fondée en 1960 en Catalogne du Nord, le *Grup rossellonès d'estudis catalans* (GREC). Il participa à la grande manifestation culturelle annuelle de haut niveau organisée à Prades par cette association culturelle, l'*Universitat catalana d'estiu* (UCE) créée en 1969. Il fut un membre éminent de sa section des Sciences. Dès 1970, il y donna un cours sur *Lògica de l'enteniment i lògica del pensament* (Logique de la compréhension et logique de la pensée). À partir de 1971, il anima la section de physique moderne de l'UCE avec Antoni Lloret (né en 1935 à Barcelone, spécialiste de physique nucléaire, qui fut quelque temps, à partir de 1974, chercheur au CNRS). Vassails fut de 1973 à 1977 le président de la section des Sciences de l'UCE. Il fut le président de l'UCE de 1973 à 1977. Dans sa volonté d'illustrer la pensée scientifique en catalan, il publia en 1975, dans la grande maison catalane d'éditions de Barcelone Edicions 62, un volume remarqué où il reprenait les thèmes développés à l'UCE, *La ciència no pensa, elements lògics i epistemològics d'un pensament científic* (*La science ne pense pas, éléments logiques et épistémologiques d'une pensée scientifique*). Cette épistémologie de la science insistait sur le fait qu'une théorie moderne de la connaissance doit mettre le qualitatif en première place. « La science ne pense pas » : Vassails illustre cette proposition par des exemples. Pour lui, l'utilisation de l'atome et de l'énergie nucléaire ne signifie pas que l'on comprenne leurs fonctionnements réels. Dans le but d'illustrer le catalan comme véhicule de la pensée scientifique, il fit aussi plusieurs conférences sur des thèmes scientifiques en Catalogne, comme par exemple, en juin 1975, devant la *Societat catalana de ciències exactes*. Du 13 au 15 décembre 1980, il participa à Barcelone au *Col·loqui internacional sobre l'organització de la recerca científica*. Tout en demeurant profondément imprégné par l'hégélianisme, Vassails avait alors rompu avec son dogmatisme sommaire de ses années stalinienne de la guerre froide. Il put donc se faire admettre alors dans les cercles intellectuels de Barcelone ville traversée par les débats des dernières années du franquisme puis par ceux de la « transition démocratique ».

Parallèlement, Vassails fut très actif au sein du GREC. Il publia régulièrement dans son bulletin, *Sant Joan i Barres* et intégra son comité de rédaction à partir de 1974. Il se dépensa sans compter pour l'application de la loi de 1951, dite « loi Deixonne*, relative à l'enseignement des langues régionales. Il donna bénévolement, à partir de mars 1974, beaucoup de cours de catalan aux enfants, aux adultes et aux instituteurs. En 1980 et 1981, il participa à l'*Escola d'estiu* d'Elne organisée par le GREC puis aux écoles mises en place par cette entité à Perpignan, Céret, Collioure, Banyuls-sur-Mer, Rivesaltes et Estavar. Il développa aussi les thématiques liées à l'enseignement du catalan dans la presse locale, à commencer par *L'Indépendant*. L'université de Perpignan publia en 1979, un *Vocabulari català à l'usage des instituteurs et institutrices des Pyrénées-Orientales*] (*op. cit.*). Très sensibilisé par l'avenir de la forme dialectale roussillonnaise du catalan, il recueillit, à partir de 1979, des milliers de mots roussillonnais avec l'objectif de publier un dictionnaire roussillonnais qui malheureusement demeura inédit. Mais cet intérêt pour le dialecte roussillonnais l'amena à proposer une graphie différenciée qui fut à l'origine d'une grande polémique, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Ses propositions ne firent pas consensus, elles furent rejetées de façon quasi unanime par les spécialistes de la langue catalane et les praticiens de son enseignement en Catalogne du Nord. Vassails, déçu, en nourrit une profonde amertume qui assombrit les dernières années de sa vie. Il perdit le contact avec le nouveau département de catalan de l'université de Perpignan partisan des normes de l'*Institut d'estudis catalans* (IEC), institution qui définit depuis des décennies les normes linguistiques du catalan. Son directeur, le géographe Joan Becat, régla ses comptes avec Vassails longtemps après la mort de ce

dernier. La création au sein de l'université de Perpignan d'un diplôme universitaire d'études catalanes favorable aux normes de l'IEC puis celle, en 1982, d'une licence de catalan bâtirent en brèche les propositions de Vassails qui, cependant, avait trouvé le soutien de quelques-uns de ses enseignants (comme le mathématicien et sémioticien Robert Marty*) qui, au sein de l'Institut de recherches en sciences de la communication et de l'éducation, publièrent son *Vocabulari rossellonès* (*op. cit.*) dans un numéro thématique un de ses *Cahiers*.

Gérard Vassails, militant communiste de 1944 à 1956, développa une intense activité dans le combat idéologique que le Parti mena pendant la guerre froide. Nous ignorons les motifs de son adhésion au PCF. Sans doute, cet homme de gauche, qui demeura dans l'attentisme pendant les années 1940-1944, fut-il séduit par le dynamisme d'un parti qui venait de jouer un grand rôle dans la Résistance et qui bénéficiait du prestige renouvelé de l'URSS et des sacrifices consentis pendant la guerre contre l'Allemagne nazie et ses alliés. Adhérent du PCF, il s'affirma rapidement comme l'un des intellectuels en vue du Parti, surtout lorsqu'il quitta Montpellier pour Paris, en 1947. Toutefois, bien inséré dans la vie intellectuelle montpelliéraine, il animait la Société d'enseignement populaire de l'Hérault. Les 7 et 14 novembre 1945, il donna, dans le cadre de cette société une conférence sur « la bombe atomique et l'énergie atomique ». Muté à Paris, il conserva des liens avec la société d'enseignement populaire de l'Hérault dont il fut le vice-président d'honneur de 1947 à 1952, au moins.

À Paris, sa soutenance de thèse à la faculté des sciences de la capitale le rapprocha des milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche que le PCF allait bientôt s'efforcer de contrôler idéologiquement dans le cadre de la guerre froide. Adoubé par ses pairs et chargé de recherches au CNRS, il se lança à corps perdu et participa avec zèle à cette bataille idéologique, acceptant de cautionner les aspects les plus contestables d'un jdanovisme à la française que, avec quelques autres, il s'efforça d'illustrer par ses écrits. Il devint un des rédacteurs de revues destinées à faire pénétrer les points de vue idéologiques du PCF dans les milieux intellectuels et scientifiques, *La Nouvelle Critique* et *La Pensée, revue du rationalisme moderne*. Dès 1949, il fut de ceux qui tirèrent les premières salves de cette bataille, développant l'idée, chère à Jdanov des deux sciences. Il publia un premier article dans *La Nouvelle critique* qu'il cosigna avec Jean-Toussaint Desanti* et Henri Provisor, « Science bourgeoise et science prolétarienne ». Dans cette première publication, mettait en rapport les progrès de la science avec ceux de l'humanité qui, toutes deux étaient victimes de l'oppression des classes dominantes. Plus particulièrement intéressé par la physique nucléaire comme le montrent quelques-uns des titres consignés dans la liste (qu'il faudra compléter) de ses œuvres, Vassails combattait le fait que l'on s'efforçait, dans le camp « bourgeois » de bâtir des théories « idéalistes » en avançant l'idée de l'indétermination de l'atome. La science, selon les auteurs, n'était pas « neutre ». Intimement liée à la lutte des classes, s'opposaient, de fait, deux sciences, une fausse science, la « bourgeoise » et une « vraie », la prolétarienne. L'approbation des théories (erronées) du biologiste et généticien soviétique Trofim Denissovitch Lyssenko était conçue comme un test pour les scientifiques, sommés de rejoindre le camp de la « vérité » et du « progrès ». Dans les années qui suivirent, Vassails continua de participer à diffusion de ces théories dogmatiques et plus que contestables qu'il défendit avec ardeur. Remarquons en particulier, dans la lignée de son soutien inconditionnel au lyssenkisme, la co-signature, en 1950, d'un nouvel ouvrage opposant des « deux sciences » avec Francis Cohen, Jean Desanti* et Raymond Guyot*. Il fut également très proche de Marcel Prenant* qui, l'un des premiers, nourrit, parmi les scientifiques communistes, de sérieux doutes sur la validité du « lyssenkisme ». Toutefois, il fut de ceux parmi les scientifiques communistes qui continuèrent à parler au nom de tous, y compris de ceux qui, réprouvant ces fantaisies théoriques, demeurèrent silencieux s'ils ne voulaient pas risquer les foudres de leurs pairs et néanmoins camarades. Les titres que nous mentionnons dans les sources, surtout ceux de *La Pensée* et de *La Nouvelle Critique*, illustrent parfaitement cette prétention.

Vassails quitta le PCF en 1956 — lors de l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques — comme l'écrit Antoine Cayrol* (*op. cit.*, p. 153) et comme l'ont confirmé (2016) ses deux fils. 1956 fut donc pour lui une année de rupture, sur le plan personnel (divorce avec sa première femme) et sur le plan politique. Mais Frédérique Matonti (*op. cit.*, 2006) affirme qu'il ne fut écarté qu'à la fin des années 1950. Son départ pour Madagascar l'éloigna définitivement des débats théoriques et épistémologiques postérieurs à la publication du rapport Khrouchtchev. Nous ignorons s'il fut un temps « oppositionnel » ou s'il adhéra à un groupe dissident comme Tribune du communisme, ce que fit son collègue de promotion à l'école normale de Perpignan, Fernand Villacèque* (avec qui il ne cessa d'entretenir des relations suivies). Nous savons qu'il demeura fidèle à la Libre pensée et aux idées de gauche.

Gérard Vassails, était sans doute du fait de l'influence de son père puis de celle de ses études scientifiques, proche de la libre-pensée et des approches rationalistes. Il adhéra à l'Union rationaliste, au moins après 1944 lorsque, présidée par Frédéric Jollio-Curie*, elle entretenait des relations de proximité avec le PCF. Vassails continua d'adhérer à l'Union rationaliste après sa rupture avec le PCF. En effet, sa foi dans la raison — même si la sienne avait été aveuglée dans son approbation sans nuances des thèses de Lyssenko et des théories jdanoviennes — était confortée par sa formation scientifique et par son adhésion à l'idée de progrès. De ses engagements les plus décisifs de son existence, ses convictions rationalistes furent les plus constantes avec l'illustration de la langue et de la culture catalanes. Rétrospectivement, l'adhésion au PCF, à l'époque du stalinisme triomphant et bientôt battu en brèche apparaît comme un moment intense de sa vie, mais finalement très court dans le temps. Dans les Pyrénées-Orientales, il partagea le militantisme dans les rangs de Union rationaliste avec un collègue de l'école normale de Perpignan qu'il semble avoir influencé, Fernand Villacèque*. Tous deux favorables à l'enseignement du catalan et à l'essor de la culture catalane auraient sans doute peu apprécié les positions (2015 et 2016) de l'Union rationaliste contre la ratification par la France de charte des langues régionales.

Malade, Gérard Vassails mourut dans son village d'adoption, Laroque-des-Albères. La crémation eut lieu, le lendemain, le 19 mai 1994 à Canet-en Roussillon.

ŒUVRES : Nous donnons une liste de ses livres qui se veut exhaustive. Pour les articles, il ne s'agit que d'un choix. Nous les regroupons en plusieurs rubriques.

Œuvres scientifiques et réflexions épistémologiques sur la science : *Recherches sur les gros ions dans les gaz*, thèse de doctorat ès sciences physiques, Paris, Masson, 1948, 95 p. — Jean-Toussaint Desanti*, Gérard Vassails, Henri Provisor [pseudonyme de M. Darciel], « Science bourgeoise, science prolétarienne », *La Nouvelle Critique*, 8, juillet-août 1949, pp. 31-51. « Lénine et la physique », *La Nouvelle Critique*, mars 1949, pp. 16-31. — « Descartes, pionnier de la science moderne », *La Pensée*, 29, mars-avril 1950. — « Le cinquantenaire du radium », *La Pensée*, 31, juillet-août 1950. — « La politisation des atomes ou le prétendu "indéterminisme" en physique », *La Nouvelle Critique*, 12, janvier 1950, pp. 57-72. — Francis Cohen, Jean Desanti, Raymond Guyot, Gérard Vassails, ouvrage collectif, *Science bourgeoise et science prolétarienne*, Paris, Éditions de la Nouvelle Critique, 1950, 48 p. ; collaboration de Vassails à cet ouvrage : « Atome et politique », pp. 15-33. — « Le poids du feu », *Revue d'histoire des Sciences et de leurs applications*, volume 3, n° 3, Paris, PUF, 1950, pp. 222-241. — « Le peuple est le seul recours du savant », *Les Lettres françaises*, 11 janvier 1951 [p. 1 et p. ; 7]. — « Le soi-disant indéterminisme en physique atomique », conférence donnée à la Sorbonne, le 23 janvier 1951. Allocution préliminaire de Jean Orcel*, Paris, Union rationaliste, 1951. — « L'activité rationaliste de la Physique contemporaine », *La Pensée*, 40, janvier-février 1951, p. 102-106. — « L' "Encyclopédie" et la physique », *Revue d'Histoire des sciences et des techniques*, Paris, PUF, Centre international de synthèse, section Histoire des Sciences, 1952, 235 p. [pp. 294-323]. — « La physique soviétique...sur pièces », *La Nouvelle Critique*, 37, pp. 128-136. — « Le pool atomique », *La Nouvelle critique*, 42, janvier 1953. — « Lórand Eötvös », *Revue d'Histoire des Sciences et de leurs applications*, 1953, Paris, PUF, vol. 6, n° 61, pp. 22-41. — *Dialectique du particulier et du général*, polycopié, Centre de documentation universitaire, Paris, 1956, 43 p. — « Sur les fondements de l'optique statistique », *revue d'optique théorique et instrumentale*, tome 40, n° 9, 1961. — *Dictionnaire rationaliste*, Éditions de l'Union rationaliste, Paris, 1964, 503 p. [Entrées de sept notices dont : « Contingence », « Contradiction », « Logique dialectique ». — Participation à la rédaction de l'édition française de la *Dialectique de la nature* de Friedrich Engels, Paris, Éditions sociales, 1968 (traduit de l'allemand par Émile Bottigelli. Notes avec Jeanne Lévy et Ernest Kahane*, Paul Labérenne*, Victor Nigon*, Évy Schatzmann* et Gérard Vassails). — « Eiximenis sociòleg », *Sant Joan i Barres* [en catalan], bulletin du GREC, 28, Perpignan, 1967, pp. 22-25 — *La ciència no pensa : elements lògics i epistemològics d'un pensament científic*, Barcelone, Edicions 62, col. Llibres a l'abast, 1975, 251 p. [en catalan]. — Des articles dans diverses revues scientifiques comme les *Annales de l'université de Madagascar* (exemple : « L'infini mathématique et la qualité », 7, 1970, pp. 7-32) ; les *Annales de l'université de Béchar* ...

Œuvres littéraires et essais : [sous le pseudonyme de Joan Valmanya (sic)] : « Cantarelles d'una ascenció » (poème catalan, avec traduction en français), *Le Travailleur catalan*, 28 août 1954. "El mestís", poème publié comme introduction (p. 1) à l'essai de Roger Grau*, *De Roussillon en Catalogne*, Perpignan, Cahiers de *Truc*, n° 2-3, 1979. — *Cobles pel rall*, 1981, poèmes en catalan à compte d'auteur, sans ISBN. — *Rosselló i Catalunya*, 1988, manuscrit inédit, 14 p.

Philologie catalane et didactique : « La parla i l'escrit, encara », *Sant Joan i Barres*, [bulletin du GREC], Perpignan, 49, 1972, pp. 39-45. — « Dialecte rossellonès i dialectes occitans », *Sant Joan i Barres* 55, 1974, pp. 17-23 ; 56, 1974, pp. 11-15. — « Una corda de bard a la guitarra » [sur Carles Grandó], *Sant Joan i Barres*, 71, 1978, pp. 37-42. — *Vocabulari català. À l'usage des instituteurs et institutrices des Pyrénées-Orientales*, Perpignan, Cahiers de l'Institut de recherches en sciences de l'éducation et de la communication de l'Université de Perpignan, 1979, 59 ff°. — *Diccionari rossellonès* [regroupe plusieurs milliers d'entrées], inédit

SOURCES : Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 1 R 408, f° 251, registre matricule de Jean Vassails, père de Gérard ; 1 R4 637 f° 1549, registre matricule de Gérard Vassails. — Arch. com. Saint-Estève, acte de naissance de Gérard Vassails et mentions marginales ; acte de décès de son père ; actes de naissance de ses soeurs ; acte de mariage de ses parents. — Arch. com. Laroque-des-Albères, acte de décès. — [Non signé], « Un jeune savant qui honore son Roussillon natal », *Le Travailleur catalan*, 4 février 1950 [éléments biographiques]. — Joan Becat, « Les études catalanes de l'Université de Perpignan et les modèles linguistiques », *Recerc*, n°5, article en ligne [PDF], s.d., 6 p. — Jordi Pere Cerdà (Antoine Cayrol*), *Cant alt. Autobiografia catalana*, Barcelone, Curial edicions catalanes, 1988 [pp. 153 et p. 155]. — Pierre Grau, « Quand les Allemands courtoisaient les catalanistes du Nord : un témoignage inédit et son contexte », *Lengas*, (Université Paul-Valéry, Montpellier III ; CNRS), 50, 2001, pp. 77-101. — Lluís Marquet i Ferigle, entrée « Vassalls Gerard [sic : orthographié à la catalane] » in *Gran enciclopèdia catalana*, XXV, Barcelone, 1980, p. 297. — Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique, 1967-1980*, Paris, La Découverte, 2005, 416 p. — Michel Pinault, *L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert*, in Michel Leymarie & Jean-François Sirinelli, *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, pp. 229-254. — Pere Verdager, « Gerard Vassalls [orthographe catalane correcte du patronyme] ens ha deixat », nécrologie, *L'Indépendant*, quotidien, Perpignan, 17 juin 1994. — *Sant Joan i Barres* [en catalan], bulletin du Grup rossellonès d'estudis catalans, de mars 1961 (n° 1) au n° 90 (1983). — *L'Indépendant*, 20 mai et 1er juin 1994, avis mortuaires. — *Le Monde*, 2 juin 1994. — Notes de Pierre Grau, feuillets dactylographiés pour une biographie [non rédigée] de Gérard Vassails. — Notes d'Alain Dalançon. — Courriel de Muriel Paletou-Vassails, fille de Gérard Vassails, 5 décembre 2016. — Entretien avec Louise Vassails, Rodolphe Vassails et Guillem Vassails, Laroque-des-Albères, 16 décembre 2016. — Souvenirs d'André Balent (conversations informelles avec Gérard Vassails, années 1970-1980).

André BALENT

* * *

VANTHOME Victor

Né le 28 juillet 1928 à Bousbecque (Nord), mort le 2 mars 2004 ; professeur de l'enseignement privé catholique ; professeur de l'enseignement catholique puis enseignant de la FPA (Formation professionnelle des adultes) à Osséja (Pyrénées-Orientales) ; militant de la CGT ; militant du MLP, du PSU, de l'Alternative rouge et verte ; militant associatif et de la protection de l'environnement (à la FENEC)

Victor Vanthome était le fils de Victor Vanthome (né à Tourcoing le 13 octobre 1883) et de Zénaïde Rousselle (née le 26 juillet 1888). Le grand-père paternel de Victor (Aloïs, Léonard Vanthomme, orthographié avec deux « m ») était belge, natif de Langemarck, dans les Flandres (à quelques kilomètres de Bousbecque séparée de la Belgique par la Lys) et boucher à Tourcoing (Nord). Sa grand-mère paternelle (Rosalie, Joseph Maës) était originaire de Bousbecque.

Dans la branche maternelle, Charles Rousselle était fils de cultivateur de Bousbecque et lui-même tailleur de lin puis, selon Victor, boulanger tandis que Marie, Victorine, Joseph Blondeau, son épouse, était ménagère.

En raison de l'arrivée d'un concurrent en boucherie, Aloïse décida de partir au Canada puis aux États-Unis d'Amérique avec toute sa famille. Quelques années plus tard il décéda durant un orage. La branche maternelle parvint à convaincre la veuve de revenir en France avec ses enfants. Ils revinrent à la veille de la guerre de 1914-1918. Victor père fit la guerre de 14-18 et devint électricien en usine à la papeterie Dalle. L'importance de cette entreprise familiale et la façon de gérer l'emploi faisait alors dire : « Bousbecque est féodale ». Selon Victor Vanthome fils, la famille découvrit, alors, une France arriérée par rapport à ce qu'ils avaient vu en Amérique du Nord.

Au retour de la guerre, Victor père, épousa Zénaïde, Marie Rousselle, le 25 avril 1919. Ils eurent quatre filles et deux garçons dont l'un décéda en bas âge. Victor était donc le cadet des cinq enfants vivants. Très tôt il fit de violentes crises d'asthme.

Les familles Vanthome et Rousselle, menées par le grand-père maternel, artisan boulanger pendant la guerre de 1914-1918, firent l'exode jusqu'à Merville (43 km). En juin 40, Charles, le grand père, entra dans une colère violente contre Pétain qui demandait l'armistice.

Victor père, parlait anglais et construisait des postes de radio, dès 1928, qu'il perfectionnait. Ainsi, la famille put entendre l'appel du 18 juin de de Gaulle ; leur radio ne fut pas brouillée plus tard par les Allemands. Malheureusement, Victor perdit successivement son père, mort d'une tuberculose, en 1943, et sa mère, d'un cancer, en février 1948

La famille était très catholique ; cependant les enfants n'allèrent pas à l'école paroissiale créée par la famille Dalle pour ses ouvriers, ni, bien sûr, à l'école publique, mais chez les Frères des Écoles chrétiennes (institution Charlemagne), rue de la barre à Lille. Victor participa aux activités des « Cœurs vaillants », organisation pour la jeunesse de l'Union catholique ouvrière, de sensibilité sociale.

Après le brevet élémentaire, Victor choisit d'aller à l'institut pédagogique Saint-Joseph de Lille pour devenir enseignant dans l'enseignement catholique. À la fin des études, ses problèmes d'asthme amenèrent sa famille et ses enseignants à réfléchir à une solution professionnelle « vers le sud ». Le choix de l'Aveyron venait du grand nombre d'écoles confessionnelles dans ce département. Il partit pour Villefranche-de-Rouergue (Aveyron) et fut nommé dans une école paroissiale ; sa sœur aînée, Geneviève, qui a suivi un cursus similaire à l'école normale catholique des filles de Loos-lès-Lille, l'accompagna (Institution de la Sainte-Famille). Elle épousa un réfugié catalan, originaire de Gérone et communiste orthodoxe. Victor y resta deux ans, puis dut quitter l'Aveyron pour Auch (Gers), lorsque les écoles paroissiales de l'Aveyron furent reprises par une congrégation ayant ses propres enseignants. Il enseigna l'histoire, la géographie et les sciences dans un collège des Frères des Écoles chrétiennes (école Sainte-Marie). Dès cette période auscitaine, il commença à prendre des initiatives pour regrouper les enseignants des écoles catholiques pour la défense de leurs intérêts professionnels. Devenu tuberculeux, il subit un pneumothorax, inefficace car il avait trop de brides, puis un traitement à la streptomycine. Il passa un été à l'hôpital d'Auch. Puis, il demanda conseil à un frère des Écoles chrétiennes, qui connaissait le Mas Blanc de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales), en Cerdagne — dont la réputation était connue pour soigner les problèmes pulmonaires — et la famille Bordes-Pruja, de Toulouse, propriétaire d'un sanatorium à Osséja (Pyrénées-Orientales). Il décida de se faire soigner dans ce sanatorium, le Soleil Cerdan, où il arriva le 28 septembre 1951.

Son état de santé s'améliora pendant son séjour de deux ans ; il crut pouvoir alors retourner à Auch, en 1953, mais rechuta immédiatement. Durant ces deux ans, il découvrit, parmi les patients, au travers du milieu populaire, dont il faisait certes partie par ses origines, un monde plus prolétarien, parisien et en partie immigré, et la nécessité de combats pour s'opposer aux conditions de vie subies. Un mouvement de malades existait depuis 1945 : la fusion du Mouvement national des malades et du service « santé populaire » du Mouvement populaire des familles avait permis de créer la Fédération des malades, qui était surtout implantée dans les sanatoriums. Victor participa aux activités en grande partie

clandestines de l'Amicale des malades d'Osséja, regroupant des malades venant de toutes les maisons (à peu près dix maisons). Il devint trésorier. Grâce à cette amicale et à la volonté de ses membres — qui s'estimaient maltraités, peu considérés, en un mot comme de véritables « vaches à lait » — et aux luttes, ils obtinrent des améliorations : coupe de cheveux, nourriture, cinéma, bibliothèque, livres d'enseignements. Vanthome rencontra Maurice Baduel, très grand malade, qui n'avait pratiquement jamais pu travailler. Très engagé, il avait obtenu par le biais de l'Amicale que des enseignants de l'éducation nationale en rééducation puissent être nommés dans les maisons et, ainsi, aider scolairement d'autres malades. De plus, l'amicale avait obtenu qu'un pourcentage du prix de journée déterminé par la préfecture fût alloué à du matériel scolaire (livres ou personnel employé par le syndicat patronal des maisons de santé). C'est alors que Victor entra en contact avec la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés (FNMIP). Il existait une autre association, la FNLA (Fédération nationale de lutte anti tuberculeuse, proche de la CGT) dont le vice-président était Jacques Noël qui faisait des séjours à Osséja. Ils travaillèrent ensemble au sein de l'Amicale. Victor circulait dans les établissements et distribuait le journal de la FNMIP, *Vers la Vie*, mais aussi la presse catholique (*La Vie catholique*, *Radio-Cinéma*, ancêtre de *Télérama*) et critique (*Témoignage chrétien*). Il était aussi commissaire à la Rééducation, responsable de l'aide aux malades pour préparer leur réinsertion. Il participait à des activités à Osséja, sa commune de résidence. Il vendait la presse catholique dans le village et organisa le ciné-club du d'Osséja dont il fut un animateur assidu. Ce fut durant cette période qu'il rencontra, Marguerite Cotrina, née le 6 avril 1921 à Osséja qui devint son épouse. Il fut aussi en contact avec le mouvement familial rural et en particulier avec Jacques de Maury, agriculteur à Villeneuve-des-Escalades (ancienne commune de Cerdagne fusionnée en 1973 avec Angoustrine), conseiller agricole et fermier au Mas Blanc.) Cet agriculteur avait pour projet de créer une école rurale, sorte de collège professionnel catholique agricole pour les jeunes Cerdans, projet qui intéressait Victor.



Victor Vanthome et la famille d'Albert Renart, Cerdagne entre 1956 et 1959. Chez Albert Renart, cheminot du « train jaune » de Cerdagne, militant de l'UGS puis du PSU, de la CFTC puis de la CFDT. De gauche à droite : Albert Renart, sa femme Joséphine (« Pépita »), sa belle-mère, sa fille, Victor Vanthome.

Chez Albert Renart, cheminot du "train jaune" de Cerdagne, militant de l'UGS puis du PSU, de la CFTC puis de la CFDT. De gauche à droite : Albert Renart, sa femme Joséphine ("Pépita"), sa belle-mère, sa fille, Victor Vanthome.

Archives privées. Fonds Albert Renart

C'est ainsi que son retour en Cerdagne pour raison médicale se fit au mas Blanc. Mais sa santé se détériora, selon lui en raison de la présence d'animaux. Il dut retourner au Soleil cerdan. C'est alors que les Maisons de santé obtinrent des crédits importants et que les contacts pris avec la FPA (Formation professionnelle des adultes), pour la reconversion professionnelle, se concrétisèrent. La pression de l'Amicale sur les directeurs des maisons de santé les amena à créer des postes. En 1954, Victor fut nommé bibliothécaire au Soleil cerdan et Maurice Baduel à la Solane. Ils obtinrent de se répartir le travail. Victor, plus attiré par la pédagogie, enseigna tandis que Maurice, attiré par la psychologie, se chargea de la réorientation professionnelle. En 1955, trois postes furent créés et des personnels furent recrutés par la FPA, au nom du syndicat des directeurs de maison de santé : Jacques Noël fut nommé chef du service, Maurice psychologue et Victor enseignant. Au total, en plus des trois nommés, deux professeurs de l'enseignement professionnel vinrent pour la FPA, auxquels on ajouta cinq enseignants de l'Éducation nationale. La revue *Réadaptation* de l'ONISEP cita en exemple cette expérience.

Grâce au travail de l'Amicale et de ses militants, cette structure appelée successivement Centre de pré-éducation, puis centre d'orientation progressive (présidents connus M. Foulquier, Mme Pruja) apporta une aide précieuse aux malades. On pouvait y ajouter le matériel de reliure que le centre de reclassement professionnel de Celleneuve (Hérault) donna aux animateurs de ce nouveau centre de formation, dans le cadre de la « thérapie occupationnelle ».

Durant cette période, Victor se rapprocha politiquement du Mouvement de libération du peuple (MLP), sans que l'on sache avec certitude s'il en fut membre. Ce mouvement était issu du Mouvement populaire des familles (MPF), qui, lors du congrès de Nancy d'octobre 1950, assumait l'évolution de ses activités, devenant plus politiques. Cela entraîna en octobre 1951 une scission des militants, qui voulaient continuer à s'investir dans des activités davantage sociales que politiques, qui créèrent le Mouvement de libération ouvrière (MLO). Ce fut aussi à cette période que Victor adhéra à la CGT, malgré le rôle ambigu que, selon lui, jouait ce syndicat à Osséja ; ainsi, par exemple, la bataille sur les salaires se résumait à exiger une augmentation du nombre d'heures supplémentaires (laissant ainsi travailler les employés jusqu'à 54 heures par semaine, dont près d'1/4 en heures supplémentaires) plutôt que de lutter pour une augmentation des salaires. Ses prises de position, aussi bien sociales que religieuses ou politiques (opposition à la guerre d'Algérie) firent qu'il obtint difficilement sa carte d'adhérent. Il ne se sentait soutenu que par Jacques Noël. Cependant, dans les années 1960, il fut élu au conseil syndical du personnel hospitalier de Cerdagne, et même secrétaire adjoint de ce conseil. Mais, en mai 1968, il démissionna de ses mandats de secrétaire adjoint et de membre du conseil syndical CGT du personnel hospitalier d'Osséja. Ses désaccords avec les responsables locaux du syndicat (Peytavi et Oriol) lui semblaient insurmontables, d'autant plus qu'il pensait que la majorité des syndiqués leur donnait raison.

Du point de vue politique, Victor Vanthome fut adhérent du Parti socialiste unifié (PSU), dès sa naissance, sans que l'on puisse savoir s'il fut, auparavant, membre de l'Union de la gauche socialiste (UGS) — qui regroupait depuis décembre 1957, le Mouvement uni de la Nouvelle gauche (MUNG), le Mouvement de libération du peuple (MLP), des dissidents de la Jeune République (JR), l'Action socialiste (AS) et l'Unité Socialiste (US) — du Parti socialiste autonome (PSA) autre composante du PSU. Peu après, c'est d'ailleurs au travers du PSU qu'il tenta de résoudre ce problème de désaccord. En effet, en février 1974, le PSU appela à une réunion générale des travailleurs syndiqués et non-syndiqués des Maisons de santé d'Osséja.

En effet, les salaires ne furent pas augmentés alors que le coût de la vie augmentait de 8,5%, tandis que la prime de logement est supprimée. La réunion fut un succès, bien que les représentants syndicaux de la CGT et de la CFDT étaient absents. Cette réunion conclut qu'il fallait créer une intersyndicale à l'échelon local et dans chaque maison de santé pour faire céder les patrons. Le nom de Victor apparut alors comme contact pour les travailleurs. Ce fut peut-être à ce moment qu'il a été licencié de son travail, puisque les témoins rencontrés parlent d'une période où il a dû aller travailler à Toulouse. Mais, à de propos, on n'a pas pu trouver d'autres informations. En 1983, il mena campagne à Osséja sous le sigle du PSU contre la municipalité sortante sans pour autant donner un blanc-seing à l'autre liste, tout aussi patronale que la première. En 1984 et 1989, ses récriminations contre le patronat des maisons de santé

apparurent toujours aussi violentes. Après 1989, ce fut au travers de l'Alternative rouge et verte qu'il apparut politiquement. Et ce fut enfin avec la Fédération pour les espaces naturels et l'environnement catalan (FENEC) qu'il termina ses combats, dénonçant en 1996 des tentatives de liquidation de la loi montagne, participant aux recherches qui permirent de dénoncer bon nombre de scandales environnementaux dans les Pyrénées-Orientales. Malheureusement sa santé et celle de son épouse, Marguerite, l'obligèrent à réduire ses activités. Cependant en dénonçant les injustices, il resta lui-même jusqu'à son décès.

SOURCES : Archives départementales du Nord. — Archives municipales d'Osséjà. — Jean-Claude Gillet*, *Le Parti socialiste unifié, une étoile filante dans l'univers politique de la Catalogne du Nord (1960-1990)*, Perpignan, Éditions Trabucaire, 2014, 200 p. et brochure du même titre apportant des compléments d'informations, Éditions Institut Tribune socialiste. — Entretiens avec Victor Vanthome en 2002. — Entretiens avec plusieurs compagnons de route de Victor Vanthome (Albert Renart, Georgette Ximenez et Jean-Claude Gillet*) en 2016

Pierre CHEVALIER

* * *

TRABY Odette, Germaine, Francine

Née le 9 avril 1938 à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), morte le 4 août 2016 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; institutrice puis professeur d'enseignement général des collèges (PEGC) à Elne (Pyrénées-Orientales) ; militante syndicaliste (SNI puis SNI-PEGC et, enfin, SNUIPP-FSU) ; membre du conseil syndical départemental de ce syndicat ; conseillère municipale d'Elne puis adjointe au maire ; militante associative (FOL et nombreuses associations culturelles et sportives).



Odette Traby (1938-2016). Odette Traby, à la fin de sa vie, *L'Indépendant*, Perpignan, 11 août 2016

Odette Traby était la fille d'Aimé, André, Antoine né le 14 mars 1908 à Villefranche-de-Conflent (Pyrénées-Orientales) et de Germaine Pacull née à Perpignan (Pyrénées-Orientales) le 15 juillet 1906. Son père fut successivement instituteur à Sansa, Argelès-sur-Mer et Rivesaltes, localités des Pyrénées-Orientales. C'était un militant laïque, anticlérical, proche du PCF. Sa mère fut institutrice à Porté (Pyrénées-Orientales) puis à Argelès-sur-Mer, au cours complémentaire où elle enseigna les mathématiques. À Rivesaltes elle fut directrice du cours complémentaire et de l'école de filles de la localité. Laïque, elle était selon les propos de sa fille, « ancrée à gauche ». Odette Traby eut un frère et une sœur qui, tous deux, furent aussi instituteurs et dont les enfants embrassèrent la même profession. Elle ne reçut pas d'instruction religieuse. Elle resta célibataire. Elle conserva des liens très étroits avec la commune natale de son père, Villefranche-de-Conflent, qu'elle ne cessa de fréquenter dans son enfance et adolescence.

Elle fréquenta l'école normale de filles de Perpignan de 1955 à 1959. Elle obtint un baccalauréat dans la série des sciences expérimentales. Puis elle suivit les cours de l'école (Centre national de formation et de perfectionnement des professeurs d'enseignement ménager et ménager agricole) de Montlignon (Seine-et-Oise – Val-d'Oise). À l'issue de ces études, elle obtint un diplôme universitaire d'études scientifiques de biologie.

Elle fut nommée au collège d'enseignement secondaire Paul-Langevin d'Elne (Pyrénées-Orientales) où elle fit toute sa carrière jusqu'à sa retraite en 1981. Institutrice, elle devint ensuite PEGC. Elle enseigna la biologie, l'enseignement ménager agricole et, selon les besoins du service, la gymnastique, l'espagnol et la musique.

Odette Traby adhéra au SNI dès sa sortie de l'école normale. Militante de la tendance Unité et action, elle fut élue au conseil syndical du SNI alors que Lucette Pla-Justafré* était encore secrétaire départementale (jusqu'en février 1964, puis à nouveau, provisoirement, d'octobre 1964 jusqu'au 16 décembre 1965 date à laquelle Gérard Erb devint secrétaire départemental). Elle demeura membre de cette instance alors qu'Émile Marty* puis Gérard Erb, occupèrent ces fonctions. Après l'élection de Gérard Erb, le 16 décembre 1965, elle devint la secrétaire adjointe de la section départementale du SNI et le demeura tant qu'Unité et action conserva la direction de la section départementale du syndicat devenu entre-temps SNI-PEGC. En juin 1972, lorsque le renversement de majorité permit à la tendance UID (Unité, indépendance et démocratie) de prendre la direction de la section du SNI-PEGC et à Gilbert Soum* d'accéder au secrétariat, Odette Traby demeura membre du conseil syndical où elle fut une des principales animatrices du courant Unité et action. Elle le demeura jusqu'à son départ à la retraite. Elle siégea à la CAPD jusqu'au 11 décembre 1975. Elle fut également membre du Conseil départemental de l'enseignement primaire du 23 avril 1973 au 6 mai 1976. Elle fut responsable du SNI-PEGC dans son établissement. Elle s'engagea à fond dans le mouvement de mai-juin 1968 dont elle fut l'une des animatrices à Elne et parmi les enseignants du département. Elle pratiqua une pédagogie d'avant-garde. Ses préoccupations culturelles l'amènèrent à introduire puis à développer les classes patrimoine au collège Paul-Langevin d'Elne.

Odette Traby n'adhéra jamais à un parti. Elle fut proche du PCF comme elle l'écrivit dans sa réponse au questionnaire remis pour la rédaction de cette notice, elle « a toujours milité pour l'Union de la Gauche ». Elle fut élue conseillère municipale d'Elne en 1965 sur la liste d'Union de la gauche conduite par Narcisse Planas* (PCF). À l'issue des élections municipales de 1971 où l'Union de la gauche fut reconduite, Odette Traby devint adjointe à la culture. Elle fut réélue en 1977, 1983, et 1989 toujours sur des listes conduites par Narcisse Planas* et conserva les mêmes fonctions. En 1995, la gauche fut battue. En 2001, elle retrouva la majorité lors des élections municipales. Odette Traby, candidate sur la liste conduite par Nicolas Garcia (PCF), retrouva les fonctions qu'elle avait perdues en 1995.

Odette Traby participa en 1959 à la création de l'Amicale laïque illibérienne (d'Elne). Elle siégea au conseil d'administration et devint animatrice. Elle créa la première équipe de basket féminine d'Elne, au sein de cette Amicale laïque. Elle en fut entraîneur et dirigeante (membre du bureau) de 1962 à 2000. Toujours, dans le cadre de l'Amicale laïque, elle fit fonctionner, de 1964 à 1972, avec son compagnon Michel Briquet, le Centre d'accueil d'Elne et fut aussi animatrice puis directrice des stages « Connaissance de la France » avec la Jeunesse et les Sports. Elle fut élue au conseil d'administration de la Fédération des œuvres laïques des Pyrénées-Orientales et fut responsable de sa section "basket". Elle créa, avec Jean-Paul Barbotou, un spectacle son et lumière dans la cathédrale d'Elne.

Elle participa à la création de l'école de musique d'Elne et siégea à son bureau. Elle fut, dès 1965, un membre très actif des Amis d'Illiberis, association de défense du patrimoine d'Elne qui a impulsé en particulier les fouilles archéologiques entreprises dans les années 1960 par Roger Grau* et Louis Bassède*, par ailleurs devenu en 1965 principal du collège Paul-Langevin de la ville. Cette association fit connaître le riche passé de la cité d'Illiberis / Elne et de son prestigieux patrimoine en publiant des ouvrages, organisant des colloques — comme, par exemple, celui, très remarqué en hommage à Roger Grau*, *Elne, ville et territoire. L'historien et l'archéologue dans sa cité* (2003) — et des conférences. En 2009, Odette Traby en était toujours la trésorière.

Odette Traby fut pendant de nombreuses années la présidente du festival Musique en Catalogne romane fondé en 1981. En 1994, elle fut à l'origine de la création du musée « Étienne-Terrus » réalisé par la municipalité présidée par Narcisse Planas*. En 2009, Odette Traby était toujours la directrice artistique de ce musée municipal consacré à un célèbre peintre originaire d'Elne où il résida la plus grande partie de sa vie. Avec son compagnon Michel Briquet, elle créa à Elne la Galerie de l'If qui

accueil des plasticiens et fait connaître leur œuvre. En 2009, elle en était toujours la directrice artistique. Elle siégea aussi au Cercle des authentiques cabochards (le Cercle rassemble des peintres et poètes et édite la revue *La licorne d'Hannibal*) et participa, dans ce cadre à des lectures de poèmes.

Par son action municipale et associative, Odette Traby a pendant plus d'un demi-siècle contribué à animer la vie culturelle et sportive de sa ville d'adoption, à la faire connaître et à contribuer à son renom.

Malade, elle s'éteignit à Perpignan. En novembre 2016, à Elne, à la salle municipale Roger-Grau*, les Amis d'Illiberis rendirent hommage à leur ancienne présidente et rappelèrent en présence d'une assistance d'artistes, d'intellectuels, de collègues et d'élus tout ce que la ville lui devait. Il a été décidé qu'une salle du musée Terrus porterait désormais son nom. Ses amis publièrent deux articles dans *L'Indépendant* (Perpignan) des 11 août et 29 novembre 2016. Dans le premier d'entre eux, l'auteur anonyme rendit, avec justesse, hommage à " (...) une forte personnalité, un rien féministe, un peu anar, un zeste coco, un soupçon écolo".

SOURCES : Archives du SNI détenues par Michel Ribera et consultées en 1984. — Réponse écrite à un questionnaire (Elne, 3 décembre 2009). — *L'Indépendant*, quotidien, Perpignan, 11 août 2016, 29 novembre 2016 (tous deux publiés dans la rubrique locale d'Elne). — Souvenirs personnels (André Balent).

André BALENT

APPEL À COMMUNICATION : 1917 ET LE LANGUEDOC-ROUSSILLON JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'AMLR, NÎMES, DÉCEMBRE 2017

1917. Extraordinaire et inquiétante année pour Maurice Agulhon, année impossible pour Jean-Jacques Becker. À l'évocation de cette date charnière de la Grande Guerre, une foule d'évènements vient immédiatement télescoper la mémoire et l'imaginaire collectif. L'entrée en guerre des Etats-Unis, l'offensive Nivelle et les mutineries de l'armée française, les révolutions russes de février et d'octobre... un pacifisme qui gagne du terrain, la chanson de Craonne, le retour de Clemenceau au pouvoir. En Languedoc-Roussillon, à près de 800 km du front, à des milliers de Petrograd, comment ces évènements gigantesques sont-ils perçus et vécus par la population ? Quels échos des mutineries et des condamnations prononcées dix ans quasiment jour pour jour après les crosses en l'air du 17^e et la révolte civique du Midi ? Quelle perception et quelle influence des révolutions russes sur le mouvement ouvrier local ? Quel retentissement de la grève générale en Espagne en août ? Quelle place pour les femmes et les étrangers dans ce contexte

de bouleversement ? Quelle attitude de la population après trois ans de saignée et de souffrance ? À partir de ce cadre large et souple et dans une perspective d'histoire sociale, culturelle et politique nous vous proposons de questionner le moment 1917 à l'aune de notre espace régional, le Languedoc méditerranéen et le Roussillon. Il s'agit de mettre en relation et en perspective les répercussions des mouvements tectoniques de la grande histoire avec la vie des gens ordinaires dans l'espace qui les reçoit de façon indirecte mais aussi d'évaluer l'impact de la césure 1917 sur les représentations et les mémoires collectives.

Les propositions de communication de 3000 signes maximum, rédigées sous format Word, sont à envoyer aux adresses suivantes : vassakos.richard@orange.fr

helene.chaubin@wanadoo.fr

cat-ab-balent@wanadoo.fr